



ÉTUDE DE PERCEPTION DES COMMUNAUTÉS SUR LA SÉCURITÉ ET LA GESTION DES FRONTIÈRES DANS LE NORD-EST DE LA CÔTE D'IVOIRE (RÉGION DU BOUNKANI)

Une étude de l'OIM Côte d'Ivoire

Janvier 2022



Ministère fédéral
des Affaires étrangères

Les opinions exprimées dans ce document sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Les désignations employées et la présentation des documents dans cet ouvrage n'impliquent pas l'expression par l'OIM d'une quelconque opinion quant au statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone, ou de ses autorités, ou concernant ses frontières ou ses limites.

L'OIM croit profondément que la migration humaine et ordonnée est bénéfique pour les migrants et la société. En tant qu'organisation intergouvernementale, l'OIM agit avec ses partenaires de la communauté internationale afin d'aider à résoudre les problèmes opérationnels que pose la migration ; de faire mieux comprendre quels en sont les enjeux ; d'encourager le développement économique et social grâce à la migration ; et de préserver la dignité humaine et le bien-être des migrants.

© 2021 Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Photo de couverture : Focus group avec les femmes du village de Gansé (Département de Nassian),
Décembre 2021

Copyright © OIM 2021/ Ludovic ASSANDÉ

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	II
TABLE DES ABRÉVIATIONS ET DES ACRONYMES	IV
RÉSUMÉ EXECUTIF	V
I. CONTEXTE GÉNÉRAL ET RAPPEL DES OBJECTIFS DE L'ÉTUDE	1
1.1. Contexte et justification de l'étude	1
1.2. Objectifs de l'étude	2
II. DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE	3
2.1. Zones de l'étude	3
2.2. Méthodologie de collecte des données	5
2.3. Traitement et analyse des données	6
2.4. Difficultés rencontrées	6
III. RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE	7
3.1. Caractéristiques sociodémographiques des enquêtés	7
3.2. Perception des communautés sur la gestion des frontières	7
3.2.1. Connaissance des frontières	7
3.2.2. Utilité de la frontière	8
3.2.3. Fréquentation des frontières	8
3.2.4. Raisons de traversée de la frontière	9
3.2.6. Identité de ceux qui traversent la frontière	10
3.3. Menaces et risques sécuritaires à la frontière	10
3.3.1. Sentiments de sécurité	11
3.3.2. Incidents avec d'autres personnes	11
3.3.3. Perception de la population sur les points de passage à la frontière	12
3.3.4. Types de problèmes sécuritaires transfrontaliers confrontés par les villages	12
3.3.6. Connaissance des activités terroristes	13
3.3.7. Raisons qui poussent à commettre des actes terroristes ou criminels	13
3.3.8. Menaces terroristes et mécanismes de prévention	13
3.4. Connaissance du dispositif sécuritaire à la frontière	15
3.4.1. Perception du niveau sécurité	15
3.4.2. Connaissance des FDS	15
3.4.3. Existence de patrouilles	15
3.4.4. Fréquence des patrouilles	16

3.4.5. Perception sur les responsables locaux de la gestion de la sécurité des frontières	16
3.5. Engagement de la communauté dans la gestion de la sécurité de la frontière	17
3.5.1. Perception sur la gestion de la sécurité.....	17
3.5.2. Participation de la communauté à la gestion de la sécurité de la frontière.	17
3.5.3. Implication des communautés dans la gestion de la sécurité.....	18
3.6. Communication entre autorités et communautés sur la sécurité à la frontière	19
3.6.1. Existence de personne intermédiaire en matière de communication	19
3.6.2. Mécanismes d’alerte à instaurer en cas de problème de sécurité frontalière	19
3.6.3. Mécanismes d’alerte à instaurer en cas de problème de sécurité frontalière	20
3.6.4. Perception sur les activités de sensibilisation sur la sécurité de la frontière.....	21
3.7. Qualité des relations communautés locales-Autorités-FDS.....	21
3.7.1. Perception sur le travail des agents des FDS en service à la frontière	21
3.7.2. Perception sur la relation entre la communauté locale et les agents de la sécurité	22
3.7.3. Motifs des différends.....	22
3.7.4. Relation entre les autorités administratives/politiques et votre communauté	23
3.8. Prévention et gestion de conflits	23
3.8.1. Sources de conflits.....	23
3.8.2. Existence de mécanismes de prévention des conflits dans votre zone	23
3.9. Réponse à une situation d’urgence.....	24
3.9.1. Causes des déplacements massifs de la population au niveau de la frontière	24
3.9.2. Perception sur l’accueil d’un flux n’important de personnes déplacées	24
3.9.3. Mesures en situation d’urgence	25
CONCLUSION	26
IV. RECOMMANDATIONS	27
LISTE DES GRAPHIQUES.....	28
BIBLIOGRAPHIE.....	30
LISTE DES ANNEXES	XI

TABLE DES ABRÉVIATIONS ET DES ACRONYMES

AG	: Assemblée Générale
ANADER	: Agence Nationale d'Appui au Développement Rural
COVID 19	: Coronavirus 2019
EAS	: Échantillon Aléatoire Simple
FDS	: Forces de Défense et de Sécurité
INS	: Institut National de la Statistique
OIM	: Organisation internationale pour les migrations
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OSC	: Organisation de la Société Civile
PNC	: Parc National de la Comoé
PTF	: Partenaires Techniques et Financiers
RGPH	: Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SODPRA¹	: Société de Développement des Productions Animales
TDR	: Termes de référence
UNESCO	: Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, le Science et la Culture

¹ Dissoute et fusionnée à l'ANADER

RÉSUMÉ EXECUTIF

C'est dans le cadre de la mise en œuvre du projet « **Renforcer la sécurité frontalière et la résilience des communautés frontalières dans le golfe de Guinée** » que l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), avec l'appui du Ministère fédéral allemand des affaires étrangères, a initié l'étude de perception des communautés frontalières de la Côte d'Ivoire avec le Burkina Faso sur la sécurité et la gestion des frontières. L'étude a consisté à analyser la perception des membres des communautés de Doropo et de Nassian dans la région frontalière de la Côte d'Ivoire avec le Burkina Faso sur le niveau de sécurité dans leur localité, y compris leur appréhension des menaces et tensions, leurs capacités de résilience face à l'insécurité, leur implication dans la sécurité (information, collaboration avec les forces de défense et de sécurité) et la coopération entre elles, les autorités ainsi que les forces de défense et de sécurité.

L'enquête terrain a été conduite en décembre 2021 auprès d'un échantillon de 240 individus dont la répartition, prenant en compte la taille de la population donne 199 individus à Doropo et 41 à Nassian. Cette collecte de données quantitatives a été utilement complétée par des entretiens avec 14 personnes ressources et l'animation de focus groups.

De façon générale, la quasi-totalité des enquêtés (98,6% dont 100% à Doropo et 92,7% à Nassian) appréhende la frontière comme une ligne imaginaire qui sépare deux États souverains. Les limites frontalières sont connues par 73,8% des enquêtés. Les enquêtés, dans leur majorité, estiment que la frontière sert à marquer la séparation entre deux États. Cependant, une proportion importante de la population estime aussi que l'existence des frontières permet d'assurer la sécurité des populations (65,9%) et de surveiller les entrées et les sorties (54,5%).

L'étude révèle une fréquence de la traversée de la frontière plus élevée à Doropo (59,3%) qu'à Nassian (19,5%). Cette traversée de la frontière est motivée par des raisons familiales (59,4%), d'accès aux services sociaux de base (44,1%) et pour des raisons commerciales (43,6%).

La majorité des enquêtés (70,4%) estime se sentir en sécurité dans la zone en raison de la présence des FDS qui assurent des patrouilles. Néanmoins, il faut noter qu'une proportion non négligeable (29,7%) des enquêtés déclare ne pas se sentir en sécurité en raison des menaces terroristes, les braquages à domicile et les coupeurs de routes.

Les principaux problèmes sécuritaires transfrontaliers auxquels les villages sont confrontés restent le vol du bétail (50,8%), les attaques des bandits armés (33,4%) et la contrebande (14,7%). D'autres problèmes tels que les incursions de groupes armés terroristes, les trafics et les braquages sont également évoqués.

Dans la zone d'enquête, les bandits armés (89,1%), les trafiquants (27,4%) et les terroristes (17,7%) constituent les principaux groupes armés connus des enquêtés. Les attaques contre les FDS (79,3%) et l'usage d'engins explosifs (20,6%) sont les principales activités des terroristes connues de façon générale par ceux qui ont déjà entendu parler du terrorisme.

Les principales raisons évoquées qui peuvent pousser les populations à commettre des actes terroristes ou criminels sont liées à la pauvreté (79,3%), à l'oisiveté (41,3%) et à l'opposition aux autorités (20,6%). Il existe chez presque tous les enquêtés (89,6%) ce sentiment que leur localité n'est pas à l'abri des menaces terroristes. La principale raison avancée est la proximité des localités avec le Burkina Faso où le terrorisme est déjà prégnant.

Pour faire face aux menaces terroristes, les enquêtés proposent la sensibilisation des jeunes (88%), les appuis financiers au profit des jeunes pour qu'ils s'engagent dans des activités économiques (86,3%), la

collaboration et la coopération de la population avec les FDS et les autorités (69,4%) et l'implication des leaders communautaires (chefs de villages, religieux, etc.) dans les décisions (73,3%).

Les forces de défense et de sécurité présentes à la frontière sont constituées selon une majorité d'enquêtés de gendarmes (97,6%), de militaires (76,3%), de policiers (76,2%), de douaniers (76,1%) et de forestiers (46,4%). 64,5% de la population a déclaré qu'il existe des passages de patrouilles tout au long de la frontière.

De façon générale, 66,3% des personnes enquêtées ont déclaré se sentir concernés par la gestion de la sécurité de la frontière, les enquêtés étant convaincus que les autorités ne peuvent pas assurer seules la sécurité (90%) et la communauté est la première exposée (80%).

Cependant, 37,8% des enquêtés trouvent que la participation de la communauté à la gestion de la sécurité de la frontière est moyenne. Pour les enquêtés, cette implication de la communauté devrait se traduire par des actions comme la collaboration avec les autorités à travers la veille et l'alerte.

Pour les enquêtés, les préfets et les sous-préfets (56,8%), les FDS (28,8%), les leaders religieux et coutumiers (27,2%) sont les principaux acteurs qui sont censés informer la communauté des questions de sécurité liées à la frontière. Cependant, une proportion importante des enquêtés estime que la communauté n'est pas très informée sur toutes les questions de sécurité de la frontière. Le renforcement de la sensibilisation et de l'information (86,1%), la création d'un comité de veille et d'alerte (71,1%), une présence plus importante des autorités (54,1%) et l'organisation de formations (20%) sont les actions suggérées par les enquêtés pour mieux impliquer la communauté dans la gestion de la sécurité de la frontière.

Les chefs coutumiers (84,4%) ont été cités majoritairement par les enquêtés comme les personnes intermédiaires entre les communautés locales et les autorités en matière de communication sur la sécurité frontalière. D'autres personnes intermédiaires ont été citées notamment les chefs religieux (24,6%) et l'administration publique locale ou les Organisations de la Société Civile (OSC) (14,7%). Les responsables des organisations des jeunes sont également évoqués. Les rencontres (60,7%) et le téléphone (58,1%) constituent essentiellement les moyens et mécanismes que la population utilise pour communiquer avec les autorités/FDS.

Les mécanismes d'alerte utilisés jusqu'ici ne sont pas suffisants pour garantir la sécurité de la frontière selon la moitié de la population. Pour cela, elle préconise la création d'un cadre de concertation entre autorités/FDS et communautés (73,2%), l'organisation des visites régulières des autorités/FDS au village (70,3%), la création d'un comité local de prévention et d'information (67,4%) et l'utilisation des radios communautaires (44,5%).

Des données de terrain révèlent que 56% des enquêtés estiment que les moyens de sensibilisation utilisés ne sont pas utiles ou pertinents. En outre, pour 65% des enquêtés, les moyens de sensibilisation utilisés sont insuffisants. Ils préconisent des moyens supplémentaires dont des séances de sensibilisation en présentiel (83,2%), l'utilisation des radios communautaires (55,6%) et les affiches (30,9%).

La relation entre la communauté et les agents de la sécurité à la frontière est jugée au moins bonne par 38,9% de la population enquêtée et mauvaise par 19,1% des enquêtés.

Selon les enquêtés, des différends existent entre la communauté et les FDS dont les motifs sont les amendes (sans que les enquêtés ne précisent si ces amendes sont justifiées ou non), la saisie des marchandises et des objets et l'interdiction de passage (notamment en cas d'absence de papiers du véhicule). Par contre, la relation entre les autorités administratives ou politiques et la communauté est bien appréciée par les populations. En effet, 77,6% des enquêtés ont déclaré que la relation est satisfaisante ou très satisfaisante.

Dans la zone d'étude, les enquêtés estiment que les principales sources de conflit sont la cohabitation entre agriculteurs et éleveurs (42,3%), le foncier (19,7%) et les élections locales (18,6%) et. Une large majorité des enquêtés (60,9%) a déclaré qu'il existe des mécanismes de prévention des conflits dans le département de Nassian contre 33,6% dans le département de Doropo. Les chefs coutumiers (96,7%), les autorités religieuses (29,3%) et les responsables de l'administration locale (22,1%) sont les principaux acteurs de mise en œuvre des mécanismes de prévention des conflits. La population apprécie positivement les mécanismes de prévention existants. 86,2% des enquêtés ont déclaré être au moins satisfaits de l'efficacité des mécanismes de prévention mis en place.

De plus, les enquêtés estiment que les principales menaces sécuritaires pouvant induire un déplacement massif de populations en situation de crise seraient les conflits armés (80,8%) et les attaques terroristes (53,8%). Il existe également des causes secondaires telles que les épidémies et les catastrophes naturelles.

Plus de la moitié (50,6%) de la population a déclaré que leur communauté est préparée à accueillir un flux important de personnes déplacées. Cette perception est beaucoup plus importante à Nassian (82,9%) qui a de l'expérience avec la crise de 2002, crise au cours de laquelle la population a activement été impliquée dans l'accueil, l'hébergement et la prise en charge alimentaire des déplacés.

Face à des situations d'urgence, les enquêtés estiment que les principaux types de mesures que les autorités devraient entreprendre sont (i) secourir les malades et blessés (60,3%), (ii) l'accueil des populations déplacées (56,8%), (iii) la prise en charge immédiate des personnes déplacées (56,1%), (iv) la mise à disposition d'équipements d'urgence (53,3%), (v) sécuriser la zone d'accueil (52,8%). Quant aux communautés locales, les principales actions qu'elles devraient prendre consistent à informer rapidement les autorités locales (69,3%), organiser l'accueil de la population déplacée (57,7%) et rester vigilant (43,9%).

A l'instar de l'ensemble des pays du monde, la Côte d'Ivoire est également confrontée à la pandémie de la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19). Si la crise liée à l'apparition de la COVID-19 a eu un impact relativement limité sur le plan strictement sanitaire, les mesures (fermeture des frontières depuis mars 2020, port de masque obligatoire, fermeture de lieux de cultes, de marchés, suspension des transports publics, etc.) pour limiter sa propagation ont eu des effets importants sur tous les pans de l'économie, les revenus de ménages, la gestion des frontières et la gouvernance migratoire.

C'est dans ce contexte que l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) de Côte d'Ivoire, avec le soutien financier du Ministère fédéral allemand des Affaires étrangères, met en œuvre un projet qui vise à renforcer la sécurité aux frontières tout en améliorant les mécanismes de gestion des frontières.

Le présent rapport rend compte des résultats de l'étude des perceptions des communautés des zones frontalières de la Côte d'Ivoire avec le Burkina Faso sur la sécurité et la gestion des frontières.

Il s'articule autour des points suivants :

- L'approche méthodologique ;
- Les résultats de l'étude ;
- Les perspectives /recommandations.

1.2. Objectifs de l'étude

L'étude de perception des communautés s'inscrit dans la perspective de l'élaboration d'une approche d'engagement communautaire. À terme, elle devra permettre à l'OIM et à l'ensemble des partenaires intéressés par la question, notamment le gouvernement de Côte d'Ivoire, les partenaires techniques et financiers de disposer d'une étude de référence dont les résultats amèneront les acteurs nationaux et internationaux à adapter leurs actions pour mieux intégrer les communautés, interagir avec elles pour améliorer la sécurité aux frontières et entretenir les conditions favorables à la circulation fluide des personnes, les échanges commerciaux, le développement, tout en protégeant l'intégrité du territoire.

L'étude a consisté à analyser la perception des membres des communautés de Doropo et de Nassian dans la région frontalière de la Côte d'Ivoire avec le Burkina Faso, sur le niveau de sécurité dans leur localité, y compris leur appréhension des menaces et tensions, leurs capacités de résilience face à l'insécurité, leur implication dans la sécurité (information, collaboration avec les forces de défense et de sécurité) et la coopération entre elles, les autorités ainsi que les forces de sécurité.

Spécifiquement, les objectifs assignés à cette mission sont déclinés comme suit :

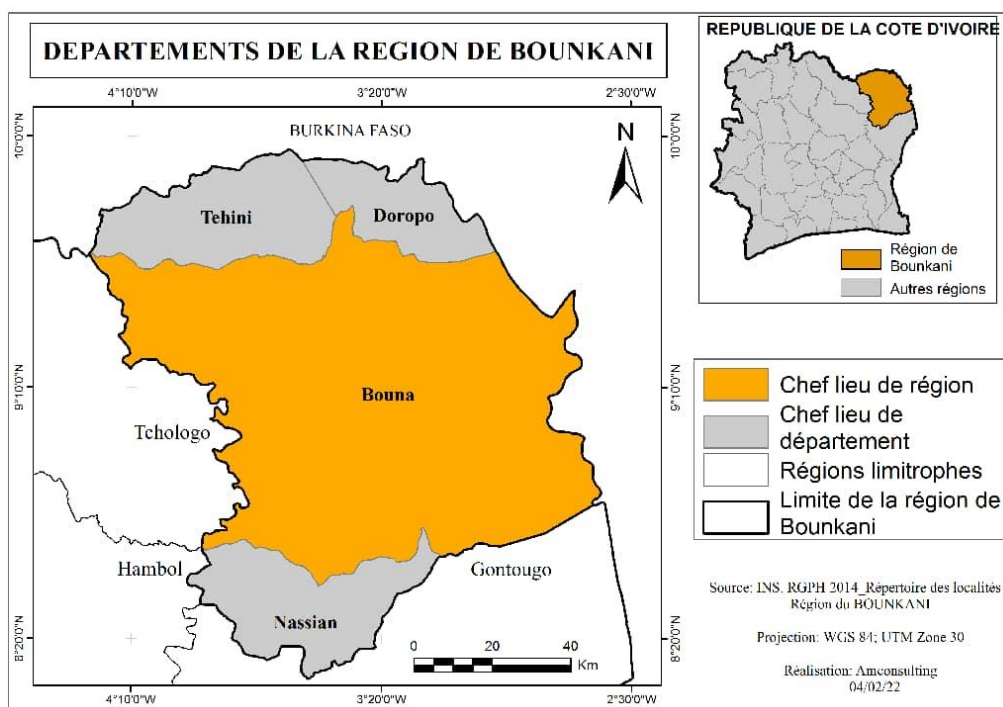
- Evaluer la perception que les communautés frontalières cibles ont de la gestion des frontières ;
- Evaluer le niveau de connaissance qu'ont les communautés du dispositif sécuritaire mis en place aux frontières ;
- Identifier les menaces, risques frontaliers et conflits potentiels pesant sur les zones cibles retenues comme bénéficiaires du programme ;
- Mesurer l'engagement des communautés dans la gestion des frontières et la sécurisation de celle-ci ;
- Faire l'état des lieux de la communication entre autorités et communautés sur la sécurité à la frontière ;
- Identifier les canaux de communication adaptés à chaque communauté frontalière ;
- Evaluer la qualité des relations entre les communautés locales, les autorités locales et les forces de défense et de sécurité ;
- Evaluer la capacité des communautés cibles à répondre à des situations d'urgence.

II. DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

L'étude a été réalisée en décembre 2021 dans la région de Bounkani, région frontalière de la Côte d'Ivoire avec le Burkina Faso, dans les départements de Doropo et Nassian.

2.1. Zones de l'étude

Carte 2 : Région du Bounkani



La région de Bounkani, la plus vaste région du pays, fait partie du District de Zanzan. Elle couvre une superficie de 22 091 km² soit 6,9 % de la superficie totale de la Côte d'Ivoire avec une population de 267 167 dont 133 036 femmes selon le RGPH 2014. Située au Nord-Est du pays, elle partage des frontières avec le Ghana et le Burkina Faso. Le Parc National de la Comoé (PNC) qui s'étend sur 11 090 km² est le plus grand de la Côte d'Ivoire et occupe la moitié de la superficie de cette région. La région est constituée des quatre (04) départements administrés par des Préfets de départements, treize (13) Sous-Préfectures dirigés par les Sous-Préfets, quatre (04) mairies gérées par des conseils municipaux avec à leurs têtes des maires et des adjoints aux maires. La région est dirigée par une délégation de conseil régionale qui est basée à Bouna, chef-lieu de région.

La région dispose de grandes potentialités en production de noix d'anacarde, de riz, de manioc et de production laitière même si les méthodes culturales sont traditionnelles, extensives avec de faible rendement, dominées par une agriculture d'autosubsistance³.

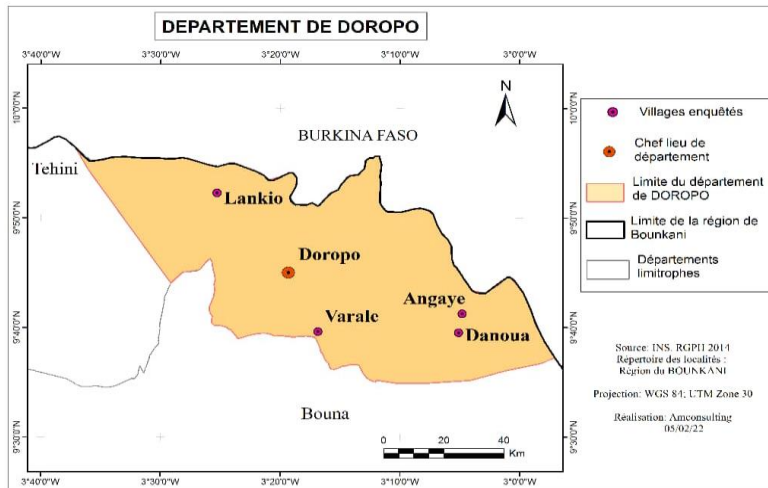
En matière de peuplement, la région est occupée principalement par les Lobis, les Koulangos et les Malinkés. En termes d'infrastructure, « la région a un lourd retard en infrastructures de base. Les ratios au Km² et par nombre d'habitants, d'écoles, de centres de santé, d'hydraulique rurale, sont

³[BOUNKANI.pdf \(ins.ci\)](#)

parmi les plus bas de la Côte d'Ivoire. Ce déficit affecte la qualité de vie des populations. »⁴

Département de Doropo

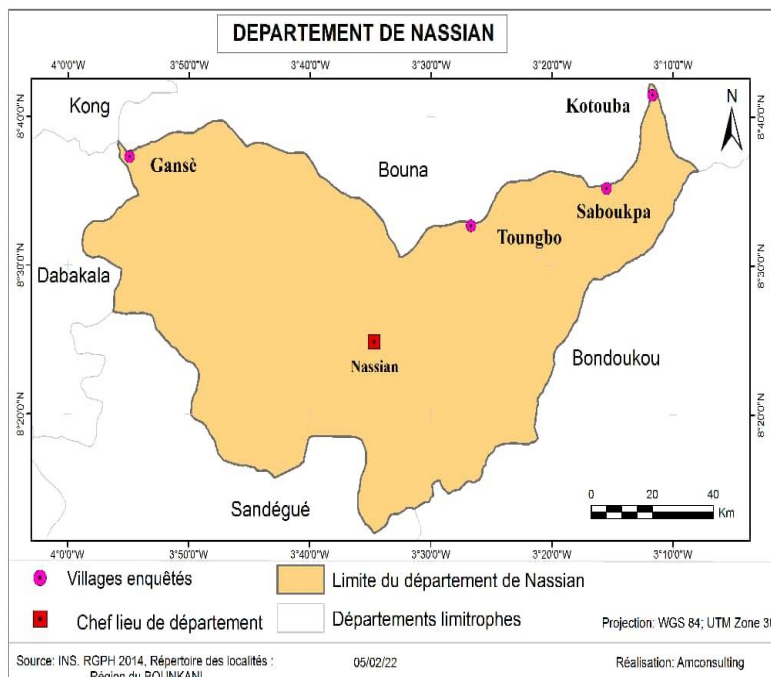
Carte 3 : Département de Doropo



Doropo est un département du Nord-Est de la Côte d'Ivoire appartenant à la région de Bounkani dans le district de Zanzan, limité à l'Est par le Burkina Faso, à l'Ouest par Kong, au Nord-Ouest par Téhini et au Sud par Bouna. Le département compte quatre sous-préfectures : Danoua, Doropo, Kalamon et Namoué. Le dynamisme économique s'observe autour des activités de l'agriculture et l'élevage. Sa population était de 37 741 habitants en 2014.

Département de Nassian

Carte 4 : Département de Nassian



Le département de Nassian est peuplé de 44 528 en 2014. Il est limité au Nord par Bona, au Sud par Sandégué, à l'Est par Bondoukou et à l'Ouest par Dabakala. Le département est ceinturé par le Parc National de la Comoé (PNC) qui le sépare des départements de Doropo, Téhini, Dabakala et Kongo. Il est constitué des sous-préfectures de Bogofa, Kakpin, Kotouba, Nassian et Souminassé, L'activité économique est basée sur l'agriculture, le petit commerce, l'élevage, l'artisanat, etc.

⁴ Ibidem

2.2. Méthodologie de collecte des données

L'approche générale utilisée dans le cadre de cette étude procède d'une démarche qui combine des méthodes quantitatives et qualitatives. Cette double « approche, méthode mixte » a permis à la fois de mesurer la perception que les différentes communautés des localités frontalières ont de la question sécuritaire, mais aussi et surtout de comprendre les leviers qu'il faudra actionner pour une implication citoyenne des communautés à la gestion de la question sécuritaire.

Le champ de l'étude

L'étude couvre les départements de Doropo et Nassian. Les outils utilisés sont le questionnaire, les guides d'entretien et les focus group.

L'enquête quantitative a été conduite par quatre agents du staff de l'OIM Côte d'Ivoire au moyen d'un questionnaire. La population globale touchée par cette méthode est de 240 individus dont 199 personnes dans le département de Doropo précisément dans les villages de Angaye, Danoa, Doropo, Lankio et Varlé et 41 personnes dans le département de Nassian dans les villages de Gansé, Kotouba, Toungbo-Yaga et Saboukpa. La repartition de l'échantillon a été faite selon la taille de la population globale. La population totale de Doropo est quatre fois plus nombreuse que celle de Nassian.

Au niveau qualitatif, les outils mobilisés sont les guides d'entretien et le guide de focus-group. Au total, les entretiens ont été réalisés par le consultant auprès de 14 personnes ressources choisies en tenant compte des caractéristiques spécifiques de leur connaissance sur le thème de l'étude et de leur accessibilité dont 06 entretiens individuels dans chaque département et deux entretiens individuels au niveau régional. Ces personnes ressource sont composées de Préfet de région, de préfets de départements, président du conseil régional, Sous-Préfets, maires, FDS, leaders religieux et coutumiers, OSC, responsables ONG et projets, partenaire techniques et financiers (voir la liste en annexe).

En outre, quatre focus groups ont été réalisés dont deux mobilisant 24 femmes et deux rassemblant 23 jeunes dans trois villages (Saboukpa et Gansé dans le département de Nassian et Varalé dans le département de Doropo). Les villages dans lesquels les focus group se sont déroulés ont été choisis en fonction de la distance et de l'accessibilité. Le choix des participants aux différents focus groups a été facilité par les présidents des jeunes et les présidents des femmes des villages choisis.



Focus group avec la jeunesse du village de Gansé (Département de Nassian), Décembre 2021. © OIM 2022 / Noël Kouakou

Technique de sondage

L'échantillonnage proposé prend en compte l'ensemble des populations des deux localités. Comme il s'agit d'une enquête de perception, nous avons proposé un échantillonnage aléatoire simple (EAS). Chaque unité d'échantillonnage de la population a une chance égale d'être incluse dans l'échantillon. La formule générale des EAS pour déterminer la taille d'un échantillon représentatif est :

$$n \geq \frac{z^2_{\alpha/2} p(1-p)}{l^2}$$

Pour estimer la taille de l'échantillon, un indicateur de perception des populations de façon générale constitue notre variable d'intérêt (P). Cet indicateur n'étant pas connu, dans la pratique, on prend $p=0,5$ pour avoir une taille maximale de l'échantillon représentatif. En supposant un niveau de confiance à 95% ($z_{\alpha/2}=1,96$), une marge d'erreur tolérable de 5% ($l = 0,05$), la taille minimale de l'échantillon représentatif de la zone d'étude (deux départements) est de 384 personnes. Cette taille est représentative quelle que soit la taille de la population de la zone.

Etant donné que la taille de la population mère de la zone d'étude est faible (12 071 pour les individus de 15⁵ ans et plus), cette taille est largement représentative de la population.

2.3. Traitement et analyse des données

Les données collectées avec la plateforme mobile SurveyCTO ont été importées dans le logiciel Stata pour produire l'ensemble des indicateurs. Mais avant la production des indicateurs, un contrôle qualité des données a d'abord été fait. Il s'agissait de vérifier toutes les incohérences et les non-réponses afin d'apporter des corrections nécessaires. A la fin du traitement, une base de données de qualité était disponible pour les analyses. Les analyses ont été faites aussi bien au niveau global qu'au niveau départemental. Ainsi, tous les indicateurs ont été présentés au niveau global. Les indicateurs qui nécessitent un regard particulier ont été analysés au niveau départemental pour permettre de mettre en évidence les disparités en termes de perception entre les deux départements. Le logiciel Microsoft Excel, du fait de sa flexibilité, a été privilégié pour la construction de l'ensemble des graphiques.

2.4. Difficultés rencontrées

Les limites de cette étude sont liées aux difficultés et contraintes rencontrées dans la collecte des données. Ces contraintes sont :

- L'inaccessibilité de certains villages à cause du mauvais état des routes ;
- La méfiance des enquêtés due à la situation sécuritaire, aux consignes, à la récurrence des études sans feed-back aux populations ;
- L'indisponibilité de certains acteurs ciblés pour les entretiens.

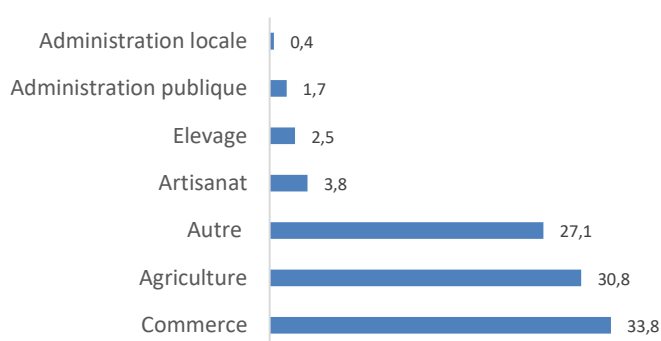
⁵ Pour les enquêtes de perception, dans la pratique on considère les plus de 15 ans comme cibles.

III. RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

3.1. Caractéristiques sociodémographiques des enquêtés

La présente enquête de perception a été réalisée dans deux départements frontaliers de la Côte d'Ivoire : Doropo et Nassian. Au total, 240 individus ont été interrogés dans les deux départements dont 199 à Doropo et 41 à Nassian. Les enquêtés sont essentiellement des Ivoiriens (215) et des Burkinabé (16). Les neuf autres enquêtés sont de nationalité mauritaniennes (6), nigérienne (2) et malienne (1). L'enquête a concerné les hommes (186 soit 77,5% des enquêtés) et les femmes (54 soit 22,5% des enquêtés) dont l'âge est compris entre 16 et 73 ans. L'âge moyen des enquêtés est 36 ans.

Graphique 1 : Répartition selon l'activité principale (%)



Les enquêtés sont majoritairement des commerçants et des agriculteurs. En effet, le commerce occupe 33,8% des enquêtés et l'agriculture 30,8%. Les autres enquêtés qui représentent 27,1% sont des mécaniciens, des étudiants, des chauffeurs, etc.

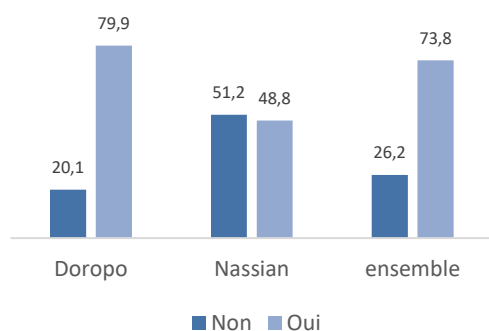
3.2. Perception des communautés sur la gestion des frontières

Cette section donne une synthèse des perceptions de la population des deux départements (Doropo et Nassian) sur la problématique générale de la gestion des frontières. Les principaux sujets abordés sont la connaissance et l'utilité des frontières, les principales raisons de la traversée des frontières et la fréquentation actuelle des frontières.

3.2.1. Connaissance des frontières

De façon générale, **la quasi-totalité de la population** (98,6% dont 100% à Doropo et 92,7% à Nassian) **perçoit une frontière comme une ligne imaginaire qui sépare deux États souverains.**

Graphique 2 : Connaissance de la localisation exacte des frontières par département (%)

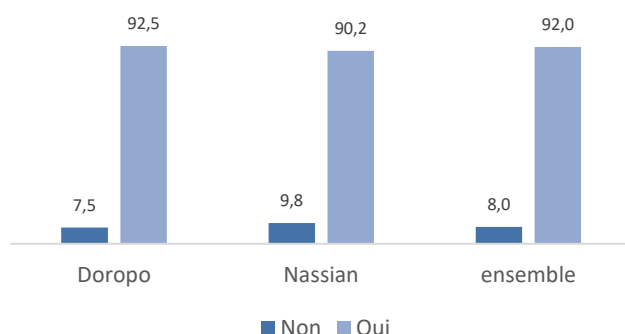


Parmi les enquêtés, 73,8% déclarent connaître la localisation exacte de la frontière. L'analyse par département montre que **la proximité avec les limites frontalières permet une meilleure connaissance des limites exactes des frontières.** Ainsi, quatre personnes sur cinq savent localiser la frontière de manière exacte à Doropo, département frontalier du Burkina Faso alors qu'à Nassian, département de l'intérieur, plus de la

moitié de la population ne sait pas où se trouve précisément la frontière.

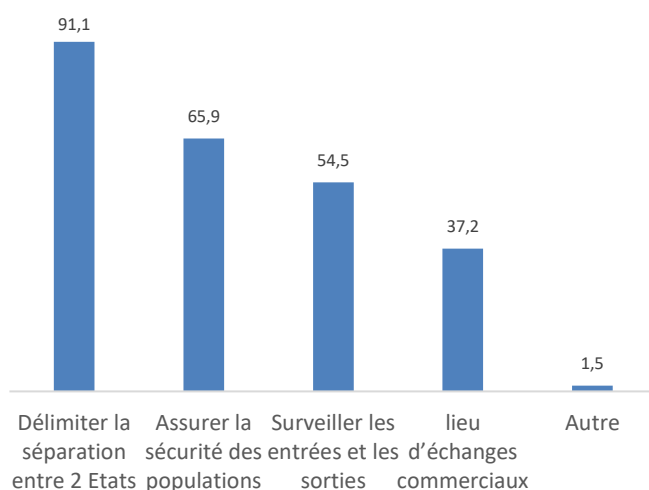
3.2.2. Utilité de la frontière

Graphique 3 : Pensez-vous que la frontière est utile ? (%)



La quasi-totalité de la population (92%) déclarent qu'une frontière est utile. Cette perception de la frontière est presque identique dans les deux départements.

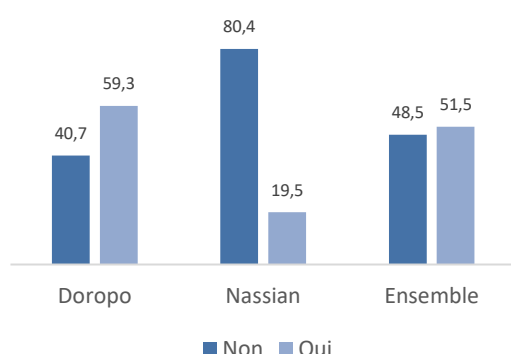
Graphique 4 : A quoi servent les frontières ? (%)



La grande majorité de la population (91,1%) estime que **la frontière sert à délimiter la séparation entre deux États**. Au-delà de ce premier rôle accordé aux frontières, une proportion importante de la population estime aussi que l'existence des frontières permet d'assurer la sécurité des populations (65,9%) et de surveiller les entrées et les sorties (54,5%). Une proportion non négligeable (37,2) pense que les frontières servent de lieu d'échanges commerciaux.

3.2.3. Fréquentation des frontières

Graphique 5 : Habitudes de traverser la frontière par département (%)

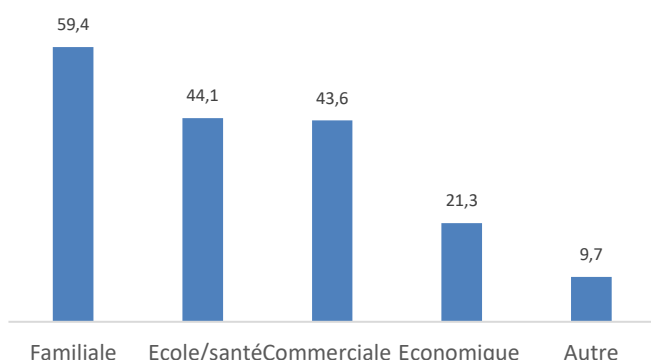


Un peu plus de la moitié des enquêtés (51,5%) a déclaré avoir l'habitude de traverser la frontière⁶. Lorsqu'on s'intéresse à l'analyse par département, le constat est que la population de Nassian n'a pratiquement pas l'habitude de traverser la frontière. La proportion des individus déclarant avoir l'habitude de traverser la frontière est de 59,3% à Doropo et 19,5% à Nassian. Cet écart réside dans le fait que Nassian est enclavé dans la région.

⁶ Les frontières terrestres étant fermées aux mouvements de personnes depuis mars 2020, il n'a pas été possible dans le cadre de cette étude de mesurer la fréquence de mouvements transfrontaliers.

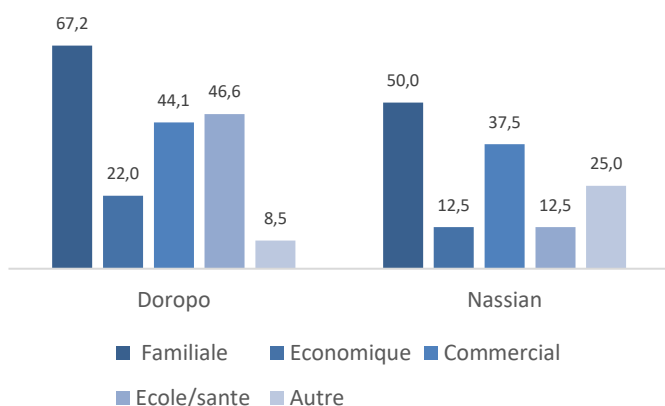
3.2.4. Raisons de traversée de la frontière

Graphique 6 : Raisons de la traversée de la frontière (%)



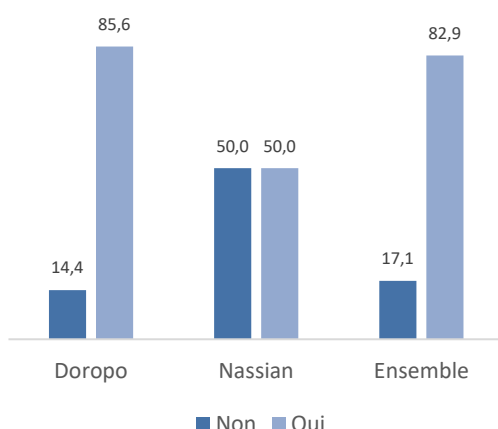
La traversée de la frontière est essentiellement motivée par des raisons familiales (59,4%) pour la participation aux mariages, baptêmes et autres cérémonies coutumières, l'accès aux services de bas comme l'école ou la santé (44,1%) et des raisons commerciales (43,6%) notamment liées à la vente du bétail, des articles, des céréales, etc.

Graphique 7 : Raisons de la traversée de la frontière par département (%)



Cette perception sur les raisons de la traversée de la frontière reste pratiquement identique à ce qui est observée à Doropo. Par contre à Nassian, les populations traversent la frontière, essentiellement pour des raisons familiales ou des raisons d'éducation ou de santé.

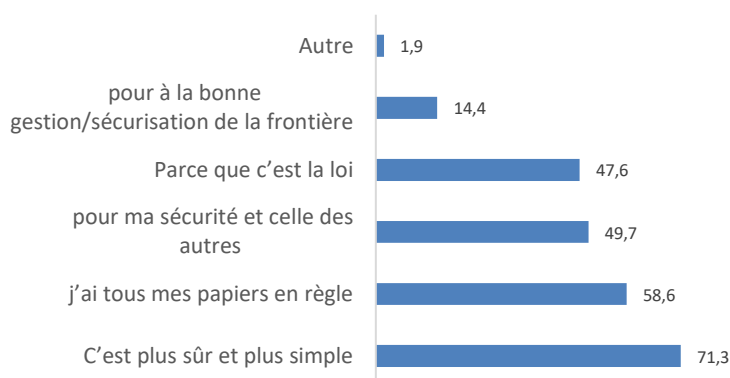
3.2.5. Fréquentation du poste frontière



Graphique 8 : Proportion des populations qui passe habituellement par un poste frontière par département (%)

En dehors de cette fermeture des frontières liée à la Covid-19, 82,9% de la population a déclaré qu'elle passe habituellement par un poste frontière lorsqu'elle veut traverser la frontière. A Nassian, seulement la moitié (50%) de la population a l'habitude de passer par un poste frontière par rapport à Doropo qui est de 85,6%.

Graphique 9 : Raisons expliquant le passage par un poste frontière (%)



Les raisons qui poussent la population à passer par un poste frontière sont nombreuses. Le fait que cela est plus sûr et simple (71,3%) et le fait d'avoir les papiers en règles sont les plus citées. De même, d'autres raisons comme le respect de la loi, la sécurité de soi-même motivent les enquêtés à passer par le poste de police frontière quand ils traversent la frontière.

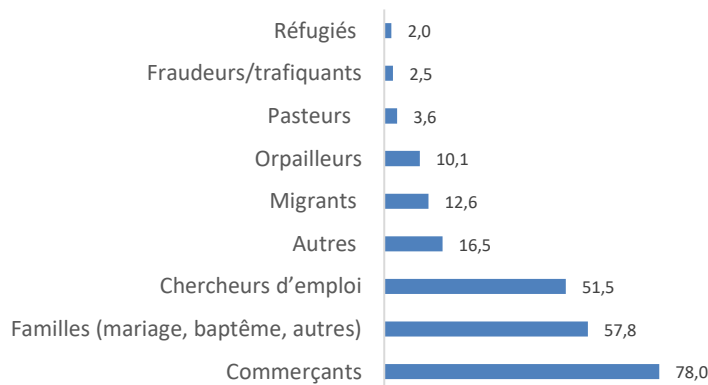
Selon les enquêtés, les principales raisons qui n'encourageraient pas les populations à passer par le poste frontière seraient son éloignement de leur lieu d'habitation, la peur des FDS et le fait de ne pas avoir de papiers en règle.

3.2.6. Identité de ceux qui traversent la frontière

D'après les enquêtés, la plupart des personnes qui traversent la frontière sont de nationalité ivoirienne burkinabè, dans une proportion quasiment égale, puis dans un pourcentage moins important les Maliens, les Nigériens., suivi des Ghanéens et Mauritanien.

Graphique 10 : Catégories des individus qui traversent la frontière

De façon générale, **la population estime que ce sont les commerçants (78%), les familles (57,8%) et les chercheurs d'emploi (51,5%) qui traversent la frontière.** Les migrants seraient 12,6% selon les enquêtés à passer d'un pays à un autre.

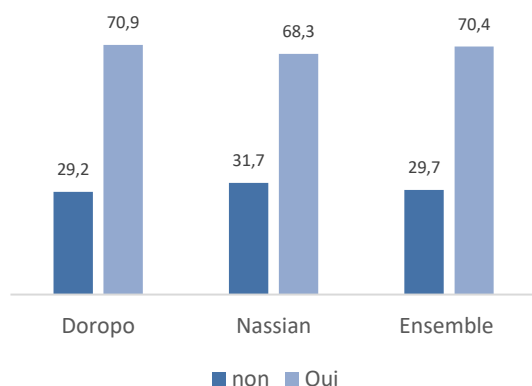


3.3. Menaces et risques sécuritaires à la frontière

Cette section donne une vue globale de la perception sur les incidents avec d'autres personnes, les activités criminelles aux points de passage de la frontière et les problèmes rencontrés au niveau de la frontière.

3.3.1. Sentiments de sécurité

Graphique 11 : Sentiment de sécurité par département (%)



Parmi les enquêtés 70,4% déclarent se sentir en sécurité dans leur localité. Les raisons évoquées sont entre autres la présence des FDS qui assurent la sécurité et font des patrouilles et un bon niveau de cohésion sociale au sein de la communauté. Cette perception du sentiment de sécurité est presque identique dans les deux départements.

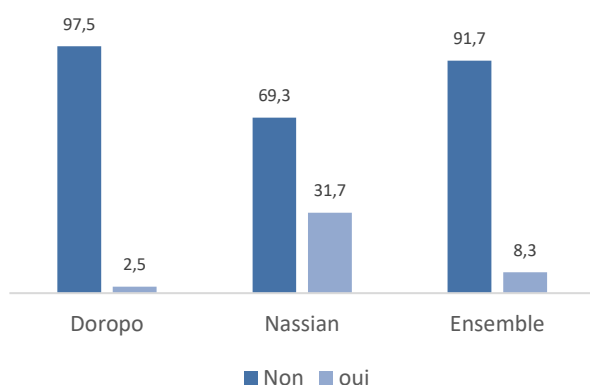
Néanmoins, pour les 29,6% des enquêtés déclarant ne pas se sentir en sécurité, les principales raisons avancées sont les menaces terroristes, les braquages à domicile, les coupeurs de routes et le manque de collaboration avec les FDS.

« Il y a des braquages sur les axes Bouna-Kotouba- Nassian et sur l'axe Bouna –Bondougou et Nassian – Bondougou. Nous n'avons pas de données statistiques, mais les attaques sont très fréquentes pendant les récoltes des anacardes. Les victimes sont majoritairement les femmes qui reviennent des marchés, les voyageurs qui reviennent des ventes de leurs productions. Il y a aussi les petits vols de nuit, du bétail. » (Préfet du département de Nassian).

Selon un enquêté dans le département de Nassian, « les sources de cette insécurité sont l'emplacement du Parc National Comoé qui sert de refuge pour les bandits, les terroristes, l'état impraticable des voies qui favorise l'action des braqueurs. A cela s'ajoutent les sites d'orpillage qui constituent un terreau fertile qui alimente le terrorisme. »

3.3.2. Incidents avec d'autres personnes

Graphique 12 : Incidents avec d'autres personnes de la localité ou de la localité voisine par département (%)



Parmi les personnes enquêtées, 91,7% déclarent qu'ils n'ont pas vécu ou n'ont pas été témoins d'incidents dans la localité ou la localité voisine (97,5% à Doropo et 69,3% à Nassian).

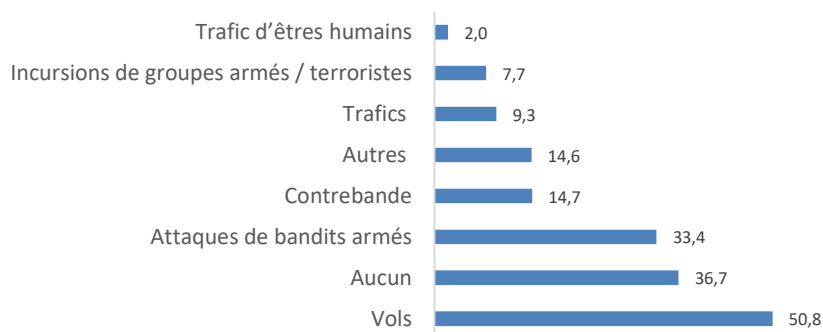
En ce qui concerne les incidents avec d'autres personnes venues d'autres pays, la perception est pratiquement identique avec celle constatée au niveau local.

3.3.3. Perception de la population sur les points de passage à la frontière

Parmi la population enquêtée au niveau du département de Doropo, 17,1% déclarent que les points de passage à la frontière seraient empruntés en vue d'activités criminelles telles que le trafic d'armes, d'êtres humains, de drogue, d'autres produits (4,7% pour le département de Nassian).

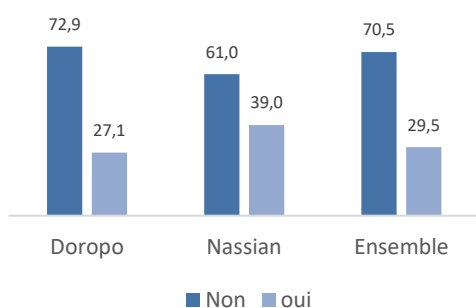
3.3.4. Types de problèmes sécuritaires transfrontaliers confrontés par les villages

Graphique 13 : Types de problèmes rencontrés (%)



Selon les enquêtés, les principaux problèmes sécuritaires transfrontaliers auxquels les villages sont confrontés restent le vol du bétail (50,8%) et les attaques des bandits armés (33,4%).

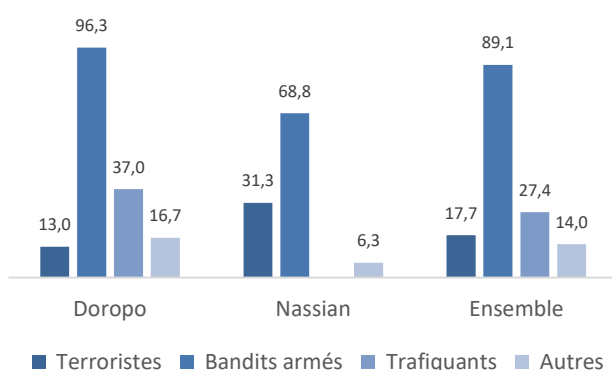
3.3.5. Connaissance des groupes armés



Graphique 14 : Proportion de ceux qui ont entendu parler des groupes armés dans leur village par département (%)

Parmi les personnes enquêtées, 29,5% déclarent avoir une fois entendu parler des groupes armés sévissant dans leur village. Cette proportion est plus importante à Nassian (39%).

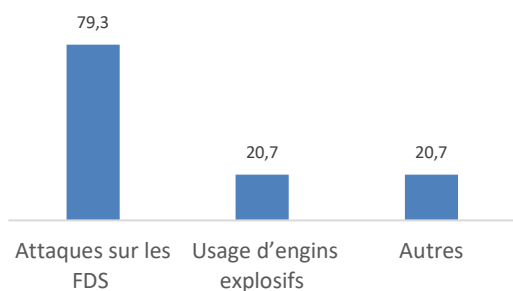
Graphique 15 : Types de groupes armés connus (%)



Les bandits armés (89,1%), les trafiquants (27,4%) et les terroristes (17,7%) constituent les principaux groupes armés connus des enquêtés. A Doropo, la quasi-totalité de la population (96,3%) a déclaré avoir entendu parler des bandits armés. Une proportion importante (37%) a aussi entendu parler des trafiquants. Les terroristes sont moins connus (13%). A Nassian, les bandits armés et les terroristes sont les plus cités respectivement 68,8% et 31,3%.

3.3.6. Connaissance des activités terroristes

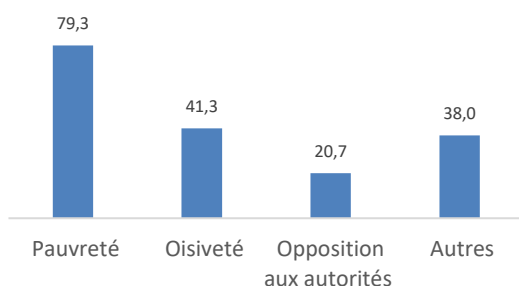
Graphique 16 : Connaissance générale des activités terroristes (%)



Les attaques contre les FDS (79,3%) et l'usage d'engins explosifs (20,7%) sont les principales activités des terroristes connues de façon générale par ceux qui ont déjà entendu parler des terroristes. **Les attaques contre les FDS (38%) restent l'activité terroriste la plus connue dans les localités.**

3.3.7. Raisons qui poussent à commettre des actes terroristes ou criminels

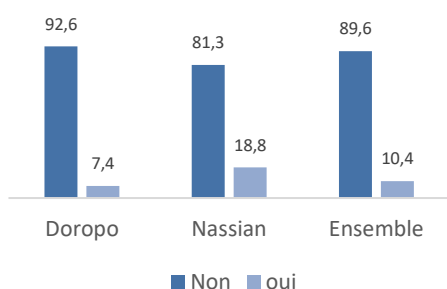
Graphique 17 : Raisons de l'adhésion aux groupes armés (%)



Selon la perception des enquêtés, les principales raisons qui pourraient pousser les populations à commettre des actes terroristes ou criminels sont liées à la pauvreté (79,3%), à l'oisiveté (41,3%) et l'opposition aux autorités (20,7%).

3.3.8. Menaces terroristes et mécanismes de prévention

Graphique 18 : La communauté se sent-elle à l'abri d'activités terroristes par département (%) ?



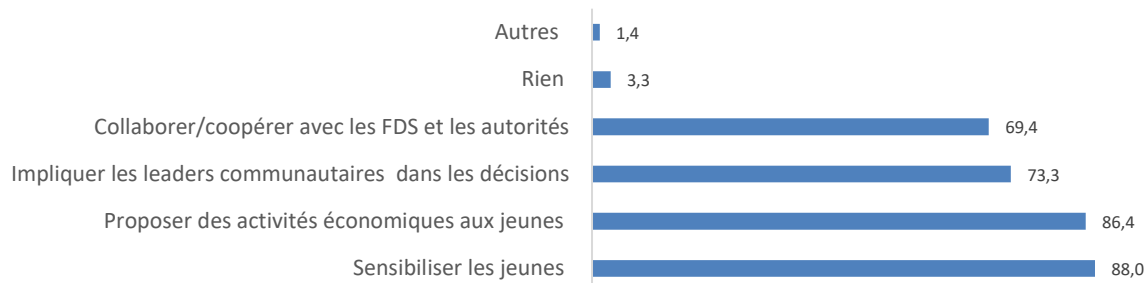
La quasi-totalité de la population (89,6%) a déclaré que leur localité n'est pas à l'abri des menaces terroristes. La principale raison avancée est la proximité des localités avec le Burkina Faso où le terrorisme sévit déjà.

Ainsi, notamment dans le département de Nassian, le sentiment d'insécurité exprimé par certains enquêtés s'explique par les craintes d'attaques qui pourraient venir du côté Nord notamment par Téhini et Kong qui ont déjà subi des attaques terroristes.

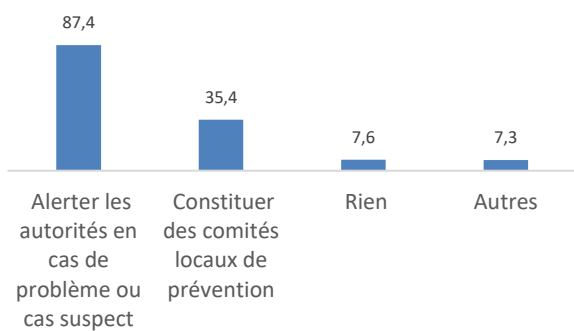
Les principaux mécanismes de prévention des menaces suggérés par la population sont la sensibilisation des jeunes (88%), la proposition d'activités économiques aux jeunes (86,4%), la collaboration et la

coopération de la population avec les FDS et les autorités (69,4%) et l'implication des leaders communautaires (chefs de villages, religieux, etc.) dans les décisions (73,3%).

Graphique 19 : Mécanismes de prévention des menaces (%)



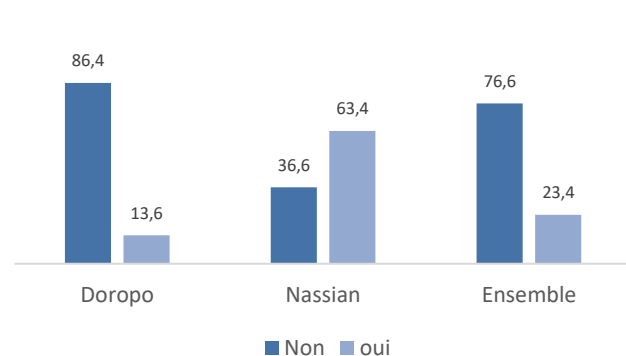
Graphique 20 : Mécanismes d'appui aux autorités locales (%)



Selon les enquêtés, les communautés locales peuvent appuyer les autorités dans la prévention du terrorisme en alertant les autorités en cas de problème ou de cas suspect (87,4%) ou en constituant des comités locaux de prévention (35,4%).

3.3.9. Mouvements de population

Graphique 21 : Accueil des populations déplacées suite aux menaces sécuritaires par département (%)



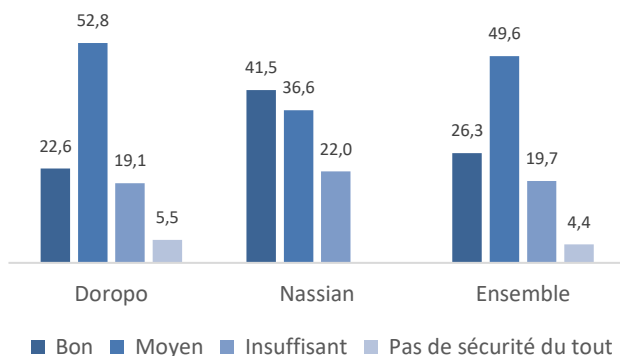
A Nassian, 63,4% de la population a déclaré avoir accueilli un grand nombre de déplacés à la suite de menaces sécuritaires, c'est-à-dire entre 101 et 1 000 personnes. Dans ce même département, 56,1% des enquêtés déclarent connaître au moins un village ayant été sujet à un déplacement de populations suite à des menaces sécuritaires.

A Doropo, 13,6% de la population a déclaré avoir accueilli un des déplacés à la suite de menaces sécuritaires. Parmi eux, 44,4% estiment le nombre de déplacés entre 51 et 100. A Doropo, 20,6% des enquêtés déclarent connaître au moins un village ayant été sujet à un déplacement de populations suite à des menaces sécuritaires.

Les villages déplacés les plus cités sont Gogo, Tehini, Kologobo et Kotouba.

3.4. Connaissance du dispositif sécuritaire à la frontière

3.4.1. Perception du niveau sécurité



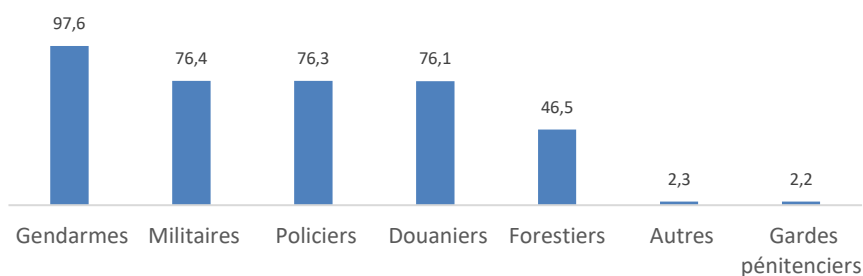
Graphique 22 : Niveau de sécurité de la zone par département (%)

Parmi les enquêtés, 49,6% déclarent que le niveau de sécurité dans la zone est moyen tandis que pour 26,3%, le niveau est bon.

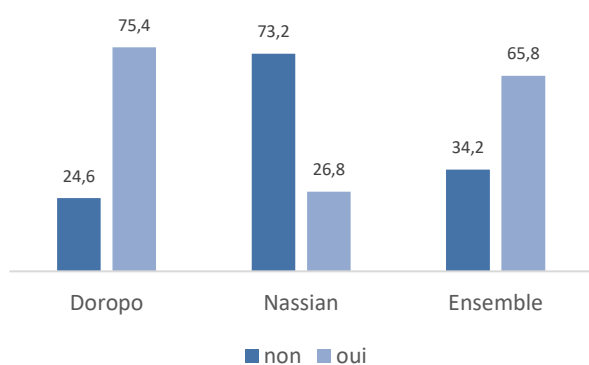
3.4.2. Connaissance des FDS

La grande majorité de la population (90,5%) a déclaré connaître les Forces de Défense et de Sécurité présentes à la frontière. Ils ont cité les gendarmes (97,6%), les militaires (76,4%), les douaniers (76,1%) et les policiers (76,3%) comme étant les principaux acteurs présents à la frontière.

Graphique 23 : Connaissance des FDS (%)



3.4.3. Existence de patrouilles



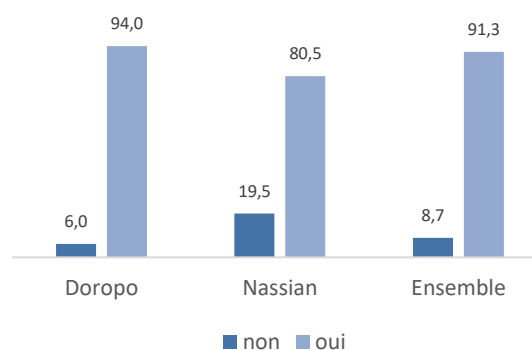
Graphique 24 : Existence de passages de patrouilles à la frontière par département (%)

Parmi les enquêtés résidant à Doropo, 75,4% déclarent qu'il existe des passages de patrouilles tout au long de la frontière (26,8% à Nassian). Nassian ne se trouvant pas à la frontière, cela expliquerait pourquoi les populations sont moins familières avec le passage de patrouilles à la frontière.

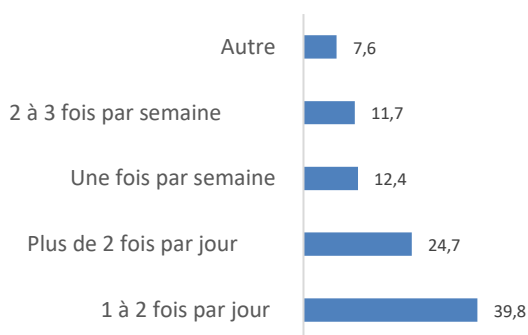
ÉTUDE DE PERCEPTION DES COMMUNAUTÉS SUR LA SÉCURITÉ ET LA GESTION DES FRONTIÈRES DANS LE NORD-EST DE LA CÔTE D'IVOIRE (RÉGION DU BOUNKANI)

Graphique 25 : Existence de passages de patrouilles au niveau des villages par département (%)

Parmi l'ensemble de la population enquêtée, **91,3%** déclarent qu'il existe des passages de patrouilles dans leurs villages. Dans tous les cas, la quasi-totalité de la population a déclaré qu'il existe des patrouilles dans leurs villages.



3.4.4. Fréquence des patrouilles



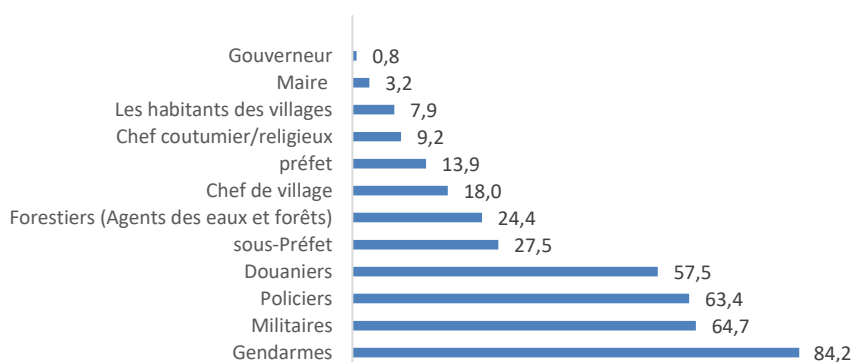
Graphique 26 : Fréquence des patrouilles (%)

Selon la perception des enquêtés, les patrouilles se font généralement une à deux fois par jour (39,8%) et plus de deux fois par jour (24,7%). Lors des entretiens avec les FDS, les autorités préfectorales et lors des focus groups, il ressort que **les patrouilles ont augmenté avec la recrudescence des menaces terroristes**. Des militaires ont été déployés dans la zone frontalière

avec Doropo surtout pour renforcer la surveillance dans la zone frontalière avec le Burkina Faso.

3.4.5. Perception sur les responsables locaux de la gestion de la sécurité des frontières

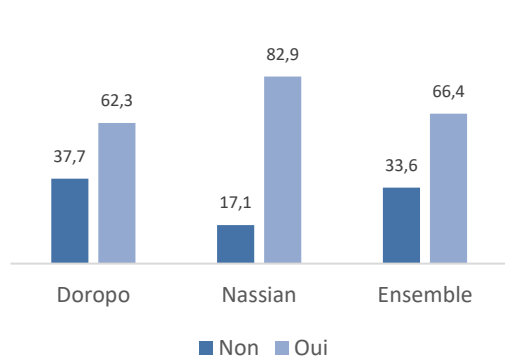
Graphique 27 : Responsables locaux de la gestion de la sécurité des frontières (%)



La population a majoritairement cité les gendarmes (84,2%), les militaires (64,7%), les policiers (63,4%) et les douaniers (57,5%) comme principaux responsables locaux de la gestion de la sécurité des frontières.

3.5. Engagement de la communauté dans la gestion de la sécurité de la frontière

3.5.1. Perception sur la gestion de la sécurité



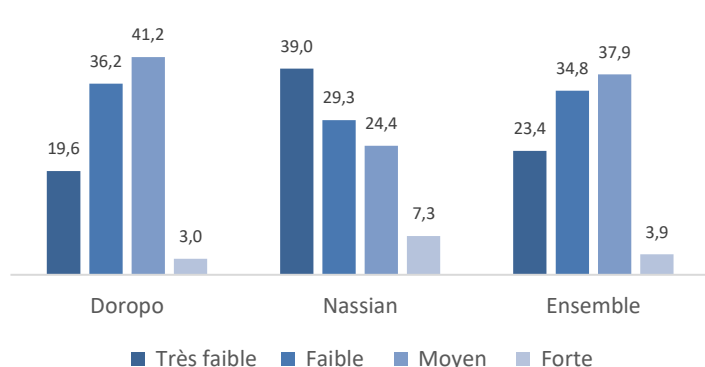
Graphique 28 : Vous sentez-vous concernés par la gestion de la sécurité de la frontière par département (%) ?

De façon générale, 66,4% des personnes enquêtées déclarent se sentir concernées par la gestion de la sécurité de la frontière, soit 82,9% à Nassian et 62,3% à Doropo. Il est intéressant de noter que les enquêtés résidant à Nassian se sentent davantage concernés par la gestion de la sécurité de la frontière qu'à Doropo, alors que Nassian ne se situe pas à la frontière.

Les principales raisons évoquées sont que les autorités ne peuvent pas assurer seules la sécurité (90%) et que la communauté serait la première exposée (80%). Pour ceux qui ne se sentent pas concernés, les raisons avancées sont liées au fait que la sécurité est une affaire des autorités (86%) et la communauté n'a pas la formation ni les moyens (46%).

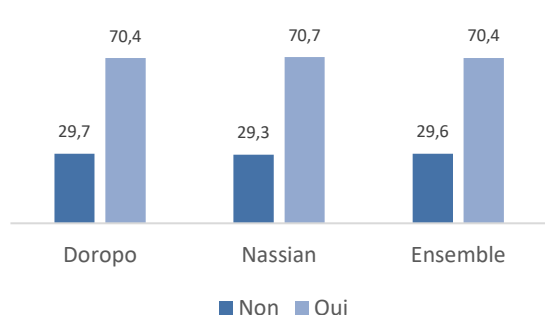
3.5.2. Participation de la communauté à la gestion de la sécurité de la frontière.

Graphique 29 : Participation de la communauté à la gestion de la sécurité de la frontière par département (%)



Parmi la population enquêtée, **58,2% estiment que la participation de la communauté dans la gestion de la sécurité de la frontière est faible (34,4%) à très faible (23,4%). A Nassian, cette proportion s'élève à 68,3% (55,8% à Doropo).**

Graphique 30 : La communauté est-elle indispensable pour garantir la sécurité de la frontière par département (%) ?

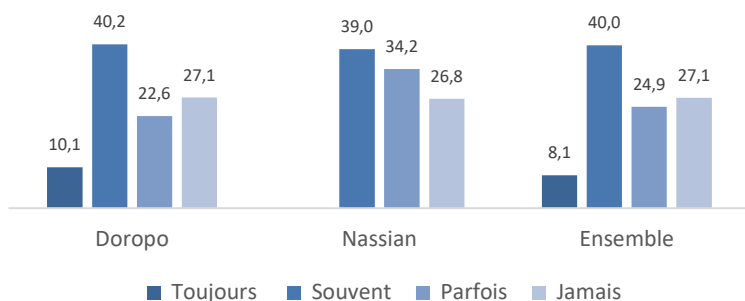


A la question de savoir si la communauté est indispensable pour aider à garantir la sécurité de la frontière, la majorité a répondu par l'affirmative (70,4%).

Selon 82,8% des enquêtés, la communauté pourrait collaborer étroitement avec les autorités dans la gestion de la sécurité à la frontière, à travers notamment la veille et l'alerte.

3.5.3. Implication des communautés dans la gestion de la sécurité

Graphique 31 : Niveau d'information de la communauté sur les questions de sécurité de la frontière par département (%)

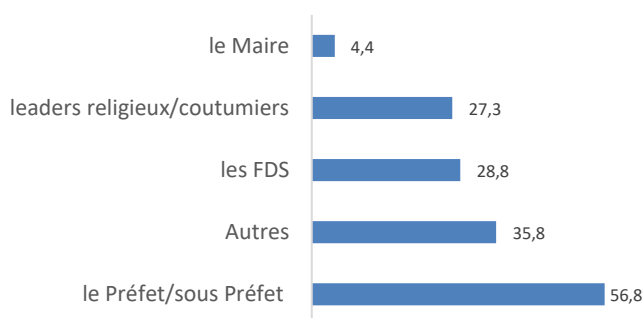


Parmi les enquêtés, 40% déclarent que leur communauté est souvent informée sur toutes les questions de sécurité de la frontière.

Si 27,1% des personnes enquêtées déclarent que leur communauté n'est jamais informée sur les questions de

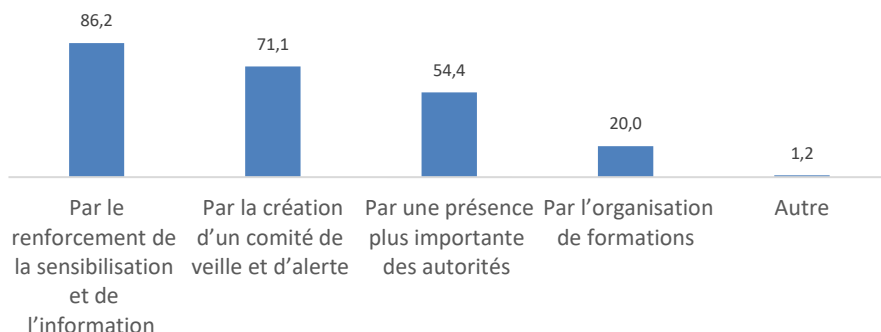
sécurité au niveau de la frontière, des structures ont cependant été mises en place pour faciliter le partage d'information avec les communautés. En effet, dans la région, il existe un comité de sécurité au niveau départemental dont le Préfet de région est le Président. Il regroupe les sous-préfets, les responsables FDS, les président(e)s des jeunesses et des femmes, les leaders d'opinions. En outre, il existe un autre comité civilo-militaire qui regroupe toutes les catégories de couches sociales dans le village. Le rôle de ces deux comités est de lutter et prévenir l'insécurité à travers la gestion de l'information sécuritaire, le contact permanent avec la population et la sensibilisation de la population, notamment les jeunes sur la sécurité et la gestion des frontières.

Graphique 32 : Acteurs qui informent la communauté sur les questions de sécurité (%)



Les préfets et les sous-préfets (56,8%), les FDS (28,8%), les leaders religieux et coutumiers (27,3%) sont les principaux acteurs qui informent la communauté sur les questions de sécurité liées à la frontière.

Graphique 33 : Comment mieux impliquer la communauté (%) ?



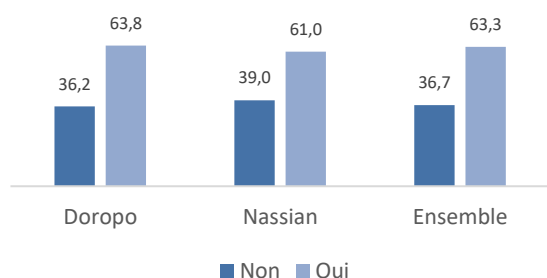
Afin de mieux impliquer la communauté dans la gestion de la sécurité de la frontière, la population suggère de renforcer la sensibilisation et le partage d'information (86,2%), la création d'un comité de

veille et d'alerte (71,1%), une présence plus importante des autorités (54,2%) et l'organisation de formations (20%).

3.6. Communication entre autorités et communautés sur la sécurité à la frontière

3.6.1. Existence de personne intermédiaire en matière de communication

Graphique 34 : Existence d'une personne intermédiaire en matière de communication par département (%)

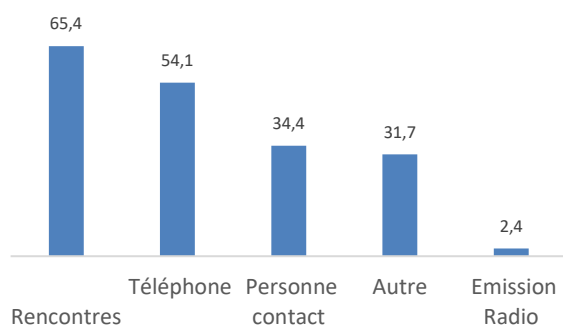


Plus de la moitié de la population enquêtée (63,3%) déclarent qu'il existe une personne intermédiaire entre les communautés locales et les autorités en matière de communication sur la sécurité frontalière.

Les chefs coutumiers (84,4%) ont été cités majoritairement par les populations comme les personnes intermédiaires entre les communautés locales et les autorités en matière de communication sur la sécurité frontalière. D'autres personnes intermédiaires ont été citées notamment les chefs religieux et l'administration publique locale ou les OSC. Les présidents des organisations de jeunes sont également évoqués.

3.6.2. Mécanismes d'alerte à instaurer en cas de problème de sécurité frontalière

Graphique 35 : Moyen de communication entre communauté et autorités (%)

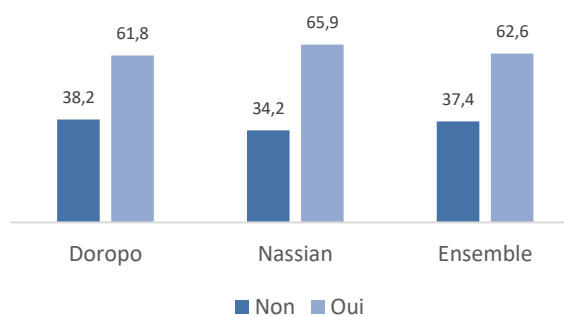


Les rencontres (65,4%), le téléphone (54,1%) et les personnes contact (34,4%) sont les principaux mécanismes que les autorités et les FDS utilisent-ils pour alerter la communauté sur un problème de sécurité de la frontière.

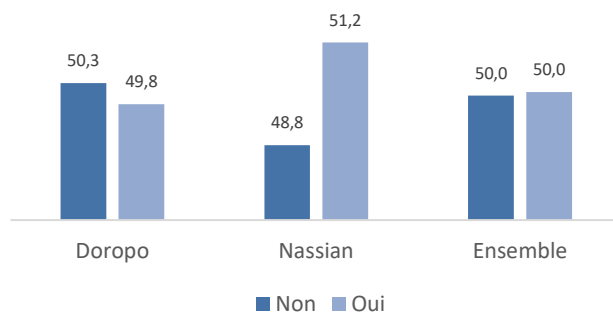
En outre, dans la catégorie « Autre », certains enquêtés soulèvent un manque de communication avec les autorités sur les questions de sécurité.

Graphique 36 : Pertinence et utilité des mécanismes existants par département (%)

La majorité de la population enquêtée (62,6%) déclarent que les mécanismes d'alerte utilisés jusqu'ici sont utiles et pertinents.



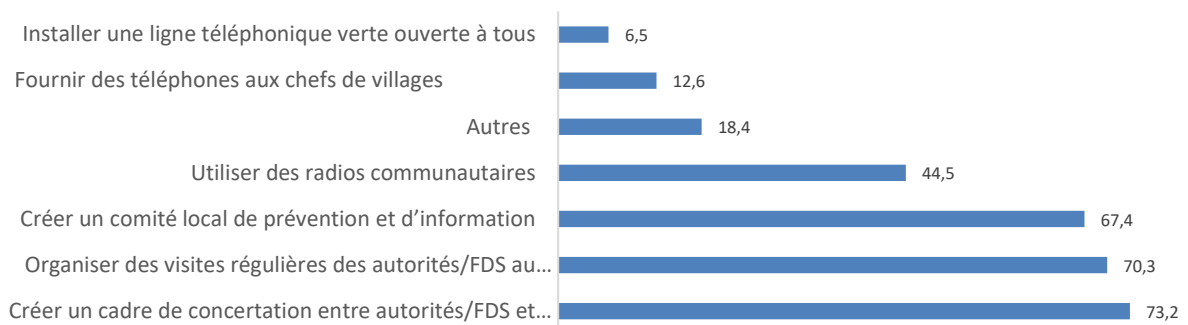
Graphique 37 : Les mécanismes d'alerte utilisés pour garantir la sécurité de la frontière sont-ils suffisants par département ? (%)



Par ailleurs, selon la moitié des enquêtés, les mécanismes d'alerte utilisés jusqu'ici ne sont pas suffisants pour garantir la sécurité de la zone frontalière.

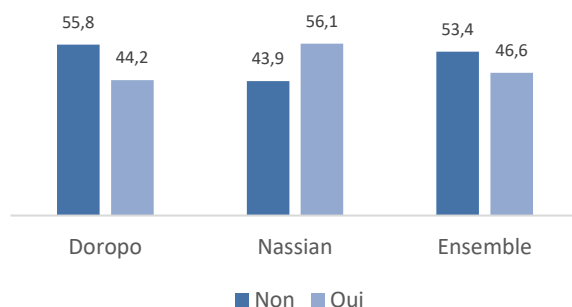
3.6.3. Mécanismes d'alerte à instaurer en cas de problème de sécurité frontalière

Graphique 38 : Mécanismes d'alerte supplémentaires à instaurer en cas de problème de sécurité frontalière (%)



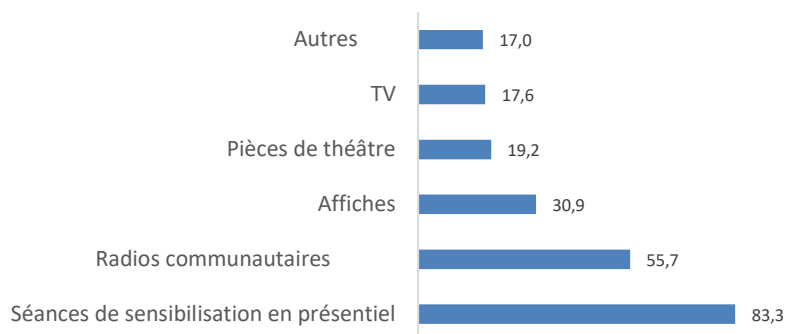
Afin de pallier les insuffisances des mécanismes d'alerte, la population enquêtée préconise la création d'un cadre de concertation entre autorités/FDS et communautés (73,2%), l'organisation des visites régulières des autorités/FDS au village (70,3%), la création d'un comité local de prévention et d'information (67,4%) et l'utilisation des radios communautaires (44,5%).

Graphique 39 : Avez-vous été sensibilisés par les autorités et les FDS sur la sécurité de la frontière par département ? (%)



Pour la majorité des populations enquêtées (53,4%), les autorités et les FDS ne sensibilisent pas suffisamment la communauté sur la sécurité de la frontière.

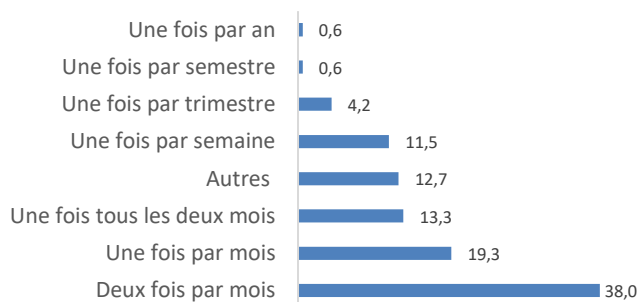
Graphique 40 : Utilisation des moyens supplémentaires de sensibilisation (%)



En outre, **65% des enquêtés, les moyens de sensibilisation utilisés sont insuffisants**. Ils préconisent des moyens supplémentaires dont des séances de sensibilisation en présentiel (83,3%), l'utilisation des radios communautaires (55,7%) et les affiches (30,9%).

3.6.4. Perception sur les activités de sensibilisation sur la sécurité de la frontière

Graphique 41 : Fréquences des activités de sensibilisation (%)

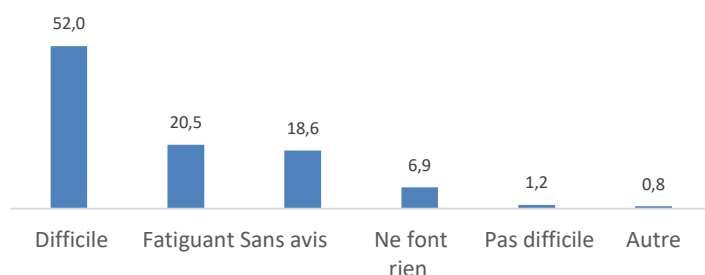


La majorité des enquêtés (68,7%) estiment que la fréquence des activités de sensibilisation sur la sécurité de la frontière est insuffisante. Pour ce faire, les enquêtés proposent d'augmenter la fréquence des activités de sensibilisation bimensuelles (37,9%) ou mensuelles (19,3%).

3.7. Qualité des relations communautés locales-Autorités-FDS

3.7.1. Perception sur le travail des agents des FDS en service à la frontière

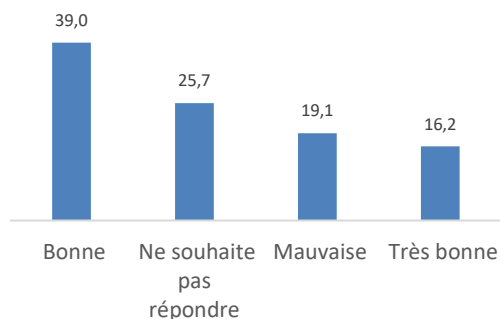
Graphique 42 : Comment percevez-vous le travail des FDS à la frontière (%) ?



La majorité des populations enquêtées déclaré que le travail des FDS à la frontière est difficile et fatigant soit respectivement 52% et 20,5%.

3.7.2. Perception sur la relation entre la communauté locale et les agents de la sécurité

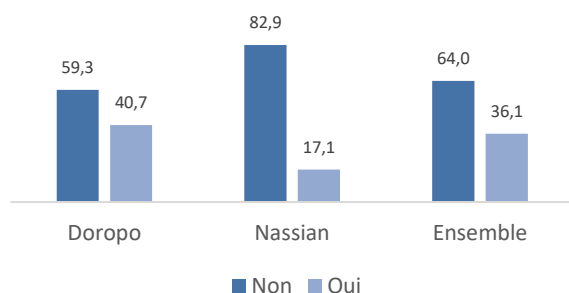
Graphique 43 : Relation entre la communauté et les agents de la sécurité à la frontière (%)



La relation entre la communauté et les agents de la sécurité à la frontière est jugée au moins bonne par 55,2% de la population enquêtée.

« Or, dans la région, beaucoup d'usagers de deux roues circulent sans plaque d'immatriculation ni carte grise. Il y a des habitudes qui se sont installées, notamment la période 2002 à 2008, période de trouble politique qui a habitué la population à une vie sans contrôle » (Autorités départementales et FDS).

Graphique 44 : Existence de différends entre communauté et FDS par département (%)

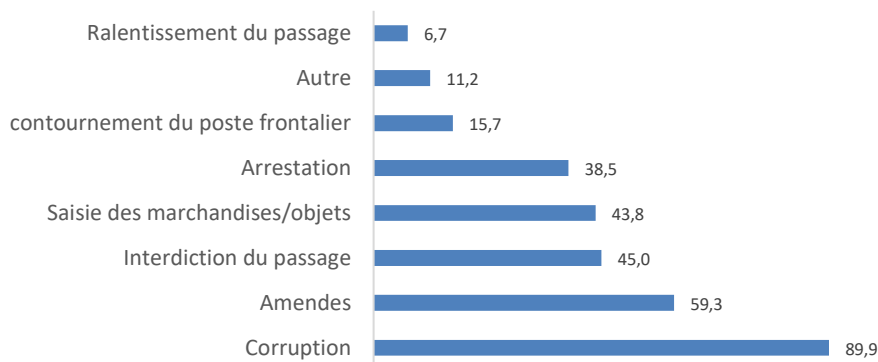


Selon 40,7% de la population enquêtée à Doropo (17,1% à Nassian), il arrive que la communauté locale ait des différends avec les responsables en charge de la sécurité à la frontière.

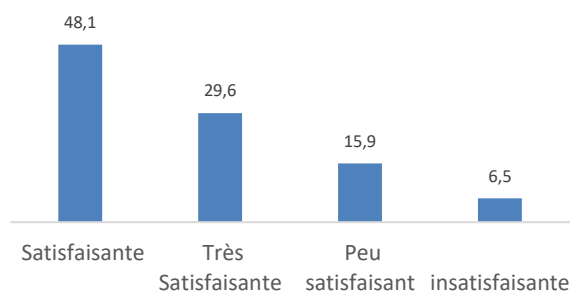
3.7.3. Motifs des différends

La population a majoritairement déclaré que la demandes de paiement au passage (89,9%), les amendes (59,3%), la saisie des marchandises et des objets (43,8%) et l'interdiction de passage (45%) constituent les principaux motifs des différends entre la communauté et les agents de sécurité.

Graphique 45 : Motifs des différends (%)



3.7.4. Relation entre les autorités administratives/politiques et votre communauté



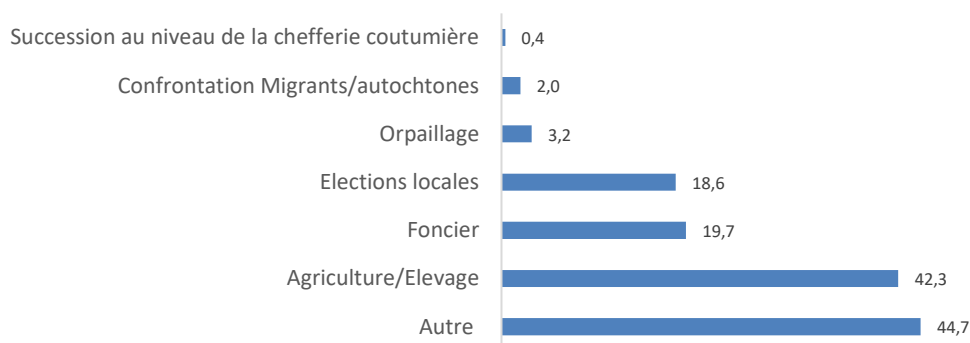
Graphique 46 : Relation entre les autorités administratives/politiques et la communauté (%)

La relation entre les autorités administratives ou politiques et la communauté est de façon générale bien appréciée par les populations enquêtées. En effet, 77,7% des enquêtés ont déclaré que la relation est satisfaisante ou très satisfaisante.

3.8. Prévention et gestion de conflits

3.8.1. Sources de conflits

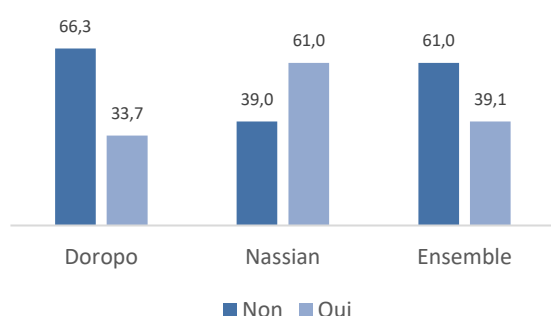
Graphique 47 : Sources de conflits (%)



La cohabitation entre agriculteurs et éleveurs (42,3%), le foncier (19,7%) et les élections locales (18,6%) sont les principales sources de conflit selon la population.

3.8.2. Existence de mécanismes de prévention des conflits dans votre zone

Graphique 48 : Existence de mécanismes de prévention des conflits dans la zone (%)

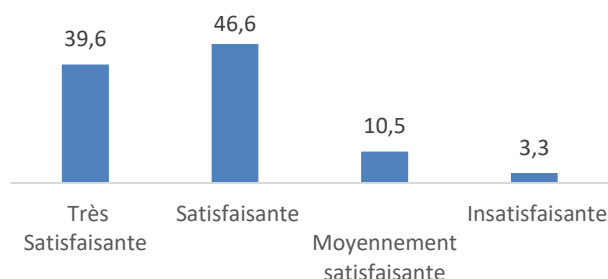


Sur les mécanismes de prévention des conflits, 61% des enquêtés ont déclaré qu'il existe des mécanismes de prévention des conflits dans le département de Nassian contre 33,7% dans le département de Doropo. Cet écart s'explique par la proximité de Nassian avec le PNC et qui bénéficie des activités liées à la sécurisation du parc, ce qui peut amener la population à avoir plus

de connaissance sur les mécanismes de prévention de conflits par rapport à la population du département de Doropo.

Selon les enquêtés, les principaux acteurs de mise en œuvre de mécanismes de prévention des conflits sont les chefs coutumiers, les autorités religieuses et les responsables de l'administration locale.

Graphique 49 : Efficacité des mécanismes de prévention (%)

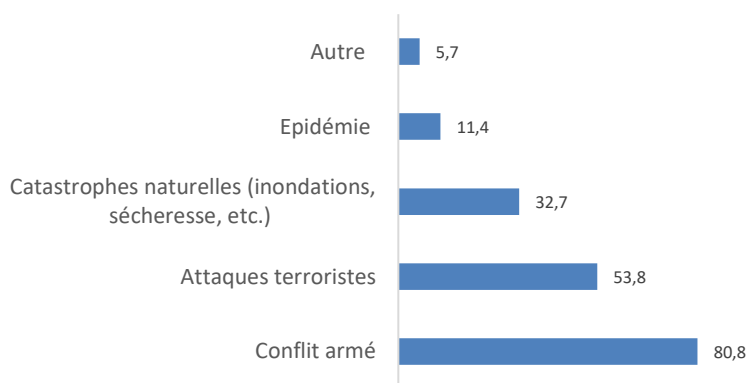


Parmi les enquêtés ayant déclaré qu'il existe des mécanismes de prévention dans leur zone, 86,2% considèrent les mécanismes de prévention existants comme étant au moins satisfaisants.

3.9. Réponse à une situation d'urgence

3.9.1. Causes des déplacements massifs de la population au niveau de la frontière

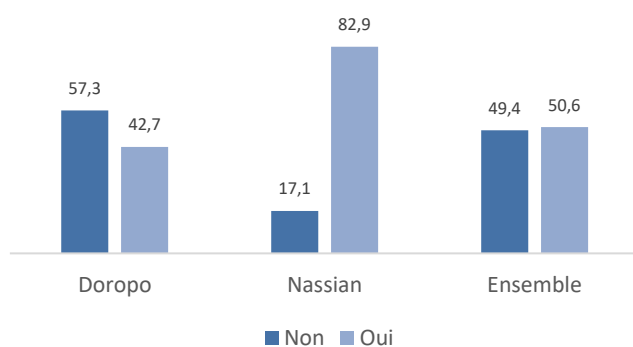
Graphique 50 : Causes des déplacements massifs des populations (%)



En situation de crise, les conflits armés (80,8%), les attaques terroristes (53,8%) sont les principales causes des déplacements massifs de la population au niveau de la frontière. Il existe également des causes secondaires telles que les épidémies et les catastrophes naturelles.

3.9.2. Perception sur l'accueil d'un flux n'important de personnes déplacées

Graphique 51 : Niveau de préparation de la communauté à accueillir un flux important de personnes déplacées par département (%)

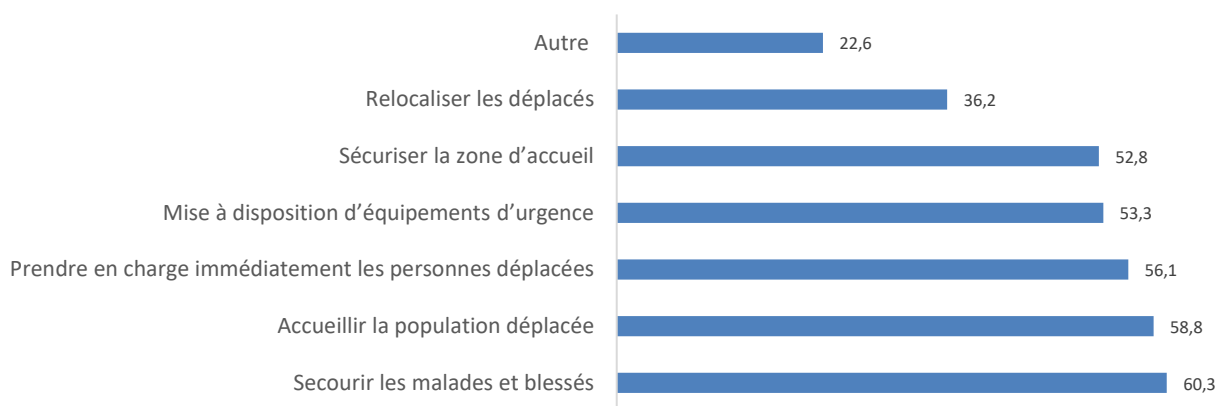


Un peu plus de la moitié (50,6%) de la population enquêtée déclarent que leur communauté est préparée à accueillir un flux important de personnes déplacées. Cette perception est beaucoup plus importante à Nassian (82,9%) qui a accueilli un grand nombre de déplacés au cours de la crise de 2002.

En outre, les actions de sensibilisation des autorités locales ont renforcé cette volonté des acteurs locaux. Les entretiens avec les autorités préfectorales et des FDS à Doropo indiquent que « *Les autorités sont outillées en la matière et possèdent une expérience grâce aux activités de l'OIM (exercice de simulation de crise aux frontières avec OIM), partage d'information rapide Préfet, Sous-Préfet, FDS qui conduit à une action rapide de soutien, de sécurisation et de sensibilisation.* »

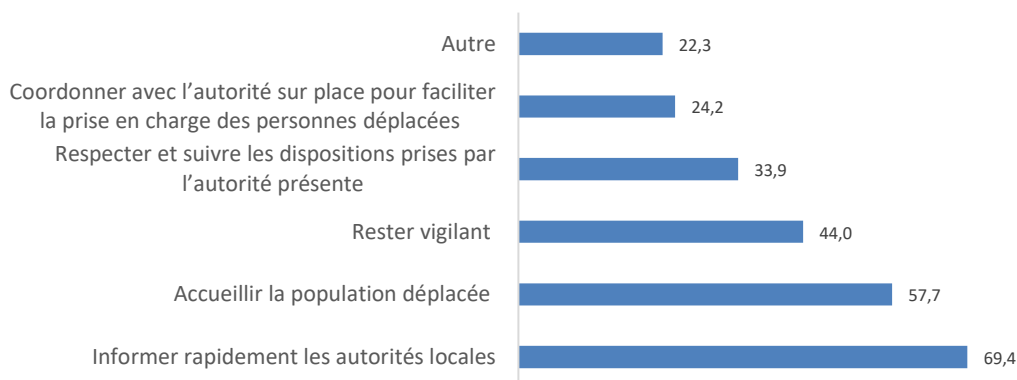
3.9.3. Mesures en situation d'urgence

Graphique 52 : Mesures d'urgences à prendre (%)



Selon les enquêtés, secourir les malades et blessés (60,3%), l'accueil des populations déplacées (56,8%), la prise en charge immédiate des personnes déplacées (56,1%), la mise à disposition d'équipements d'urgence (53,3%), sécuriser la zone d'accueil (52,8%) sont les principales mesures que les autorités devraient prendre pour faire face à une situation d'urgence .

Graphique 53 : Actions à entreprendre par les communautés locales en situation d'urgence (%)



En cas de situation d'urgence, informer rapidement les autorités locales (69,4%), l'accueil de la population déplacée (57,7%) et rester vigilant (44%) devraient être les principales actions que la communauté locale pourrait entreprendre.

CONCLUSION

L'étude de perception des communautés des régions frontalières de la Côte d'Ivoire sur la sécurité et la gestion des frontières est réalisée dans le cadre du projet « **Renforcer la sécurité frontalière et la résilience des communautés frontalières dans le golfe de Guinée** » mis en œuvre par l'OIM avec l'appui financier du Ministère fédéral allemand des affaires étrangères. Elle consiste à mesurer la perception des membres des communautés de deux départements de la région du Bounkani : Doropo et Nassian, dans la zone frontalière de la Côte d'Ivoire avec le Burkina Faso, sur le niveau de sécurité dans leur localité, y compris leur appréhension des menaces et tensions, leurs capacités de résilience face à l'insécurité, leur implication dans la sécurité (partage d'information, collaboration avec les forces de défense et de sécurité) et la coopération entre elles, les autorités ainsi que les forces de sécurité.

La majorité des enquêtés estime se sentir en sécurité dans la zone même s'ils soulèvent des problèmes de sécurité liés au vol de bétail, les attaques des bandits armés et la contrebande. Par ailleurs, les enquêtés estiment ne pas être à l'abri des attaques terroristes en raison de la proximité avec le Burkina Faso et en référence aux attaques qui ont ciblé le département de Téhini. Le manque d'opportunités économiques, la pauvreté, l'oisiveté et l'insuffisance des activités de sensibilisation sont les principales raisons évoquées qui pourraient pousser les jeunes à adhérer aux activités terroristes.

De plus, les Forces de Défense et de Sécurité (gendarmes, militaires, policiers, douaniers et forestiers) effectuent des passages de patrouilles tout au long de la frontière, ce qui tend à donner aux enquêtés un sentiment de sécurité même s'ils estiment que ces acteurs ne peuvent assurer à eux seuls la sécurité. C'est pourquoi ces derniers souhaitent que l'implication de la communauté, dans une certaine mesure, à la gestion de la sécurité de la frontière soit renforcée. Cette implication de la communauté devrait se traduire dans un cadre normatif à travers par des comités de veille et d'alerte, créant une plateforme d'information et d'échanges.

Estimant les mécanismes d'alerte insuffisants pour garantir la sécurité de la frontière, les enquêtés proposent la création d'un cadre de concertation entre autorités/FDS et communautés, l'organisation de visites régulières des autorités/FDS dans les villages, la création d'un comité local de prévention et d'information et l'utilisation des radios communautaires. Pour les outils de sensibilisation, les enquêtés proposent des moyens supplémentaires dont des séances de sensibilisation en présentiel, l'utilisation des radios communautaires et les affiches.

En outre, si les relations entre les autorités administratives ou politiques et la communauté sont considérées comme bonnes par les enquêtés, elles restent cependant à améliorer avec les agents de sécurité.

Dans la zone d'étude, les principales sources de conflit identifiées sont les problèmes de cohabitation entre agriculteurs et éleveurs, le foncier et les élections locales. Les enquêtés apprécient positivement les mécanismes de gestion/prévention des conflits qu'ils jugent efficaces.

Par ailleurs, la communauté déclare être préparée à accueillir un flux important de personnes déplacées. Des actions prioritaires à conduire en cas de situation d'urgence ont été identifiées.

Enfin, des recommandations ont été formulées concernant les menaces et risques sécuritaires ; l'engagement des communautés ; la communication et les situations d'urgence afin de renforcer la sécurité aux frontières dans les zones frontalières entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso.

IV. RECOMMANDATIONS

Aux termes de cette étude de perception, les recommandations suivantes ont été formulées :

- **Sur l'engagement des communautés**

- Renforcer le caractère du service public des FDS au bénéfice des communautés à travers la facilitation des actes de légalisation des documents et actes civils, l'organisation d'opérations spéciales de production massive des cartes nationales d'identité, et des cartes grises, etc.
- Organiser des activités entre les communautés et les autorités / FDS de type compétitions sportives et culturelles ou des activités d'intérêt commun afin de renforcer leurs relations et opportunités d'échanges.
- Conduire des actions de sensibilisation, de formation au profit des populations afin qu'elles arrivent à développer des réflexes sécuritaires, en développant une vigilance accrue, en entreprenant toute action visant à se protéger et à protéger ses biens et en dénonçant tout acte suspect.
- Créer des mécanismes qui permettent de recueillir avis, craintes et besoins des communautés à intervalles réguliers

- **Sur la communication**

- Développer un partenariat avec les radios communautaires en vue de conduire des campagnes d'information et de sensibilisation des communautés ;
- Organiser des journées portes ouvertes, des conférences-débats, des émissions radio sur des rôles et missions des FDS ;
- Réduire le circuit de transmission de l'information (porteur de l'information- président (e) de jeunes/femmes, chef de village, sous-préfet, préfet, gendarmerie) en permettant à toute personne membre des comités de pouvoir informer directement la sécurité ;
- Redynamiser les comités existants en motivant les participants surtout les leaders d'opinion, des jeunes et des femmes ;
- Appuyer la création d'un cadre formel de rencontre au niveau département entre autorités administratives, autorités en charge des questions sécuritaires et les chefs coutumiers pour favoriser les échanges sur les enjeux sécuritaires.

- **Sur les situations d'urgence**

- Elaborer un plan de contingence spécifique aux déplacements massifs au niveau des frontières ;
- Mettre en place un système d'alerte viable et efficace géré par les jeunes du village pour une information rapide des autorités ;
- Organiser des séances de formation de la population pour une prise en charge efficace des situations d'urgence (Exemple : organisation d'un exercice de simulation de gestion des crises).

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Répartition selon l'activité principale (%)	7
Graphique 2 : Connaissance de la localisation exacte des frontières par département (%).....	7
Graphique 3 : Pensez-vous que la frontière est utile ? (%)	8
Graphique 4 : A quoi servent les frontières ? (%)	8
Graphique 5 : Habitudes de traverser la frontière par département (%)	Error! Bookmark not defined. 8
Graphique 6 : Raisons de la traversée de la frontière (%).....	9
Graphique 7 : Raisons de la traversée de la frontière par département (%)	9
Graphique 8 : Proportion des populations qui passe habituellement par un poste frontière par département (%)	9
Graphique 9 : Raisons expliquant le passage par un poste frontière (%)	10
Graphique 10 : Catégories des individus qui traversent la frontière (%)	10
Graphique 11 : Sentiment de sécurité par département (%).....	11
Graphique 12 : Incidents avec d'autres personnes de la localité ou de la localité voisine par département (%) ...	11
Graphique 13 : Types de problèmes rencontrés (%).....	12
Graphique 14 : Proportion de ceux qui ont entendu parler des groupes armés dans leur village par département (%)	12
Graphique 15 : Types de groupes armés connus (%).....	12
Graphique 16 : Connaissance générale des activités terroristes (%)	13
Graphique 17 : Raisons de l'adhésion aux groupes armés (%)	13
Graphique 18 : La communauté se sent-elle à l'abri d'activités terroristes par département ?(%)	13
Graphique 19 : Mécanismes de prévention des menaces (%)	14
Graphique 20 : Mécanismes d'appui aux autorités locales (%)	14
Graphique 21 : Accueil des populations déplacées suite aux menaces sécuritaires par département (%).....	14
Graphique 22 : Niveau de sécurité de la zone par département (%).....	15
Graphique 23 : Connaissance des FDS (%)	15
Graphique 24 : Existence de passages de patrouilles à la frontière par département (%).....	15
Graphique 25 : Existence de passages de patrouilles au niveau des villages par département (%).....	16
Graphique 26 : Perception sur le niveau de sécurité de la zone par département (%)	16
Graphique 27 : Responsables locaux de la gestion de la sécurité des frontières (%)	16
Graphique 28 : Vous sentez-vous concernés par la gestion de la sécurité de la frontière par département?(%)...17	17
Graphique 29 : Participation de la communauté à la gestion de la sécurité par département (%).....	17
Graphique 30 : La communauté est-elle indispensable pour garantir la sécurité par département (%).....	17
Graphique 31 : Niveau d'information de la communauté sur les questions de sécurité au niveau de la frontière par département (%)	18

Graphique 32 : Acteurs qui informent la communauté sur les questions de sécurité (%)	18
Graphique 33 : Comment mieux impliquer la communauté (%)	18
Graphique 34 : Existence d'une personne intermédiaire en matière de communication par département (%)	19
Graphique 35 : Moyen de communication entre communauté et autorités (%) ... Error! Bookmark not defined.	19
Graphique 36 : Pertinence et utilité des mécanismes existants par département (%)	19
Graphique 37 : Les mécanismes d'alerte utilisés pour garantir la sécurité de la frontière sont-ils suffisants par département ? (%)	20
Graphique 38 : Mécanismes d'alerte supplémentaires à instaurer en cas de problème de sécurité frontalière (%)	20
Graphique 39 : Avez-vous été sensibilisés par les autorités et les FDS sur la sécurité de la frontière par département (%)	20
Graphique 40 : Utilisation des moyens supplémentaires de sensibilisation (%).....	21
Graphique 41 : Fréquences des activités de sensibilisation (%)	21
Graphique 42 : Comment percevez-vous le travail des FDS à la frontière (%).....	21
Graphique 43 : Relation entre la communauté et les agents de la sécurité à la frontière (%).....	22
Graphique 44 : Existence de différends entre communauté et FDS par département (%)	22
Graphique 45 : Motifs des différends (%)	2022
Graphique 46 : Relation entre les autorités administratives/politiques et la communauté (%) Error! Bookmark not defined.	23
Graphique 47 : Sources de conflits (%)	Error! Bookmark not defined. 23
Graphique 48 : Existence de mécanismes de prévention des conflits dans la zone (%)	23
Graphique 49 : Efficacité des mécanismes de prévention (%).....	Error! Bookmark not defined.
Graphique 50 : Causes des déplacements massifs des populations (%).....	24
Graphique 51 : Niveau de préparation de la communauté à accueillir un flux important de personnes déplacées par département (%).....	25
Graphique 52 : Mesures d'urgences à prendre (%)	25
Graphique 53 : Actions à entreprendre par les communautés locales en situation d'urgence (%)	26

LISTE DES CARTES

Carte 1 : Localisation, date et victimes des attaques terroristes en Côte d'Ivoire	
Carte 2 : Région du Boukani	Error! Bookmark not defined.
Carte 3 : Département de Doropo	Error! Bookmark not defined.
Carte 4 : Département de Nassian	4

BIBLIOGRAPHIE

- Akindes, F, 2004, « les racines de la crise militaro-politique en Côte d'Ivoire,
- Baptiste Pellegrine, 2021, « Quels risques d'expansion djihadiste en Afrique de l'Ouest », Iremos,
- INS, 2015, RGPH 2014, « principaux résultats du RGHP 2014,
- INS ,2015. RGPH 2014_Répertoire des localités : Région du BOUNKANI
- Ministère du pétrole, de l'énergie et des ressources renouvelables, 2019, « Plan cadre de gestion environnementale et sociale (PCGES) dans la région de Bounkani.

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : QUESTIONNAIRE A DESTINATION DES POPULATIONS AU NIVEAU DES ZONES FRONTALIÈRES.....	XII
ANNEXE 2 : GUIDES DES ENTRETIENS	XXI
ANNEXE 3 : GUIDE D'ENTRETIEN : ÉLUS LOCAUX : CONSEIL MUNICIPAL, CONSEIL REGIONAL, LEADERS RELIGIEUX, COUTUMIERS.....	XXIII

ANNEXE 1 : QUESTIONNAIRE A DESTINATION DES POPULATIONS AU NIVEAU DES ZONES FRONTALIERES

Nom & prénom de l'enquêteur :

Coordonnées du village GPS :

Approche introductive

- Présentation mutuelle
- Description des objectifs de l'étude
- Négociation de l'accord de l'interviewé pour démarrer l'enquête

Consentement de l'interviewé :

Si vous êtes d'accord, je voudrais demander environ une trentaine de minutes de votre temps pour répondre à certaines questions sur votre expérience en qualité de citoyen vivant dans une zone frontalière. Sachez que vos réponses nous donneront une meilleure idée de votre perception de la sécurité et de la gestion des frontières. Vos réponses sont importantes et nous aideront à mieux comprendre vos préoccupations et de formuler des propositions pour plus d'efficacité dans la sécurité et la gestion des frontières.

Il n'y a pas de bonnes ou de mauvaises réponses. Si vous vous sentez mal à l'aise à l'idée de répondre à l'une de ces questions, s'il vous plaît faites le moi savoir afin que nous puissions arrêter. Vos réponses seront confidentielles. Si j'ai votre permission, pouvons-nous continuer ?

A. Données de base

A.1. Date	
A.2. Département	
A.3. Préfecture/Sous-préfecture/Commune	
A.4. Village	

B. Profil de la personne interviewée

Questions	Réponses	Consignes
B.1. Sexe	Masculin Féminin	1 seul choix possible
B.2. Nationalité	ivoirienne burkinabè ghanéenne maliennne libérienne nigérienne Autres (à préciser) : ----- -	1 seul choix possible
B.3. Age		Année de naissance
B.4. Principale activité professionnelle	Agriculture Pêche Elevage Artisanat Commerce Administration locale Administration publique Autre (à préciser) : -----	1 seul choix possible

C. Perception des communautés sur la gestion des frontières

C.1. Selon vous, une frontière, c'est :	<input type="checkbox"/> une ligne imaginaire qui sépare deux États souverains <input type="checkbox"/> le symbole d'un changement d'institution et de mode de vie <input type="checkbox"/> le symbole de l'appartenance à une communauté politique inscrite dans un territoire	Plusieurs choix possibles
C.2. Savez-vous où se situe la frontière de manière exacte ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	1 choix possible
C.3. Où se situe la frontière par rapport à votre village ?		Question ouverte

ÉTUDE DE PERCEPTION DES COMMUNAUTÉS SUR LA SÉCURITÉ ET LA GESTION DES FRONTIÈRES DANS LE NORD-EST DE LA CÔTE D'IVOIRE (RÉGION DU BOUNKANI)

(Indiquez la distance si connue)		
C4. Pensez-vous qu'une frontière est utile ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	1 choix possible
C.4. Si oui à quoi sert une frontière selon vous ?	<input type="checkbox"/> Délimiter la séparation entre deux Etats <input type="checkbox"/> Assurer la sécurité des populations <input type="checkbox"/> Permettre aux autorités de surveiller les entrées et les sorties <input type="checkbox"/> Servir de lieu d'échanges commerciaux <input type="checkbox"/> Autre(préciser) : _____ <input type="checkbox"/> Ne sait pas	Plusieurs choix possibles
C.5. Avez-vous l'habitude de traverser la frontière ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	1 seul choix possible Si oui aller à C6 Si non aller à C11
C.6. Si oui à quelle fréquence de passage ?	<input type="checkbox"/> Plus de 2 fois par jour <input type="checkbox"/> 1 à 2 fois par jour <input type="checkbox"/> 2 à 3 fois par semaine <input type="checkbox"/> Une fois par semaine <input type="checkbox"/> Une fois par mois <input type="checkbox"/> Une fois par an <input type="checkbox"/> Autre (à préciser) _____	1 seul choix possible
C.7. Pour quelle raison traversez-vous la frontière ?	<input type="checkbox"/> Familiale (visite familiale, mariage, baptême, funérailles, etc.) <input type="checkbox"/> Economique (pâturage, culture, etc.) <input type="checkbox"/> Commercial (vente de bétail, d'articles divers, de céréales, etc.) <input type="checkbox"/> Ecole/santé <input type="checkbox"/> Autre (à préciser) _____	Plusieurs choix possible
C.8. En dehors de la période de fermeture de la frontière en raison de la Covid 19, Passez-vous habituellement par un poste frontière lorsque vous voulez traverser la frontière ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	1 seule réponse possible Si oui, aller à C.9. Si non, aller à C.10.
C.9. Pourquoi choisissez-vous de passer par le poste frontière ?	<input type="checkbox"/> Parce que c'est la loi <input type="checkbox"/> C'est plus sûr et plus simple <input type="checkbox"/> j'ai tous mes papiers en règle <input type="checkbox"/> pour ma sécurité et celle des autres <input type="checkbox"/> pour à la bonne gestion/sécurisation de la frontière <input type="checkbox"/> Autre, (à préciser) _____	Plusieurs choix possibles
C.10. Pourquoi choisissez-vous de ne pas passer par le poste frontière ?	<input type="checkbox"/> Parce que le poste frontière est très éloigné de chez moi <input type="checkbox"/> Parce que je ne sais pas où est le poste frontière le plus proche <input type="checkbox"/> Parce que je n'ai pas de papiers d'identité <input type="checkbox"/> j'ai peur des hommes de tenues <input type="checkbox"/> Autre (à préciser) _____	Plusieurs choix possibles
C.11. Quelles sont les nationalités des personnes qui traversent la frontière ?	<input type="checkbox"/> ivoirienne <input type="checkbox"/> Burkinabè <input type="checkbox"/> Nigérienne, <input type="checkbox"/> malienne <input type="checkbox"/> Autre (à préciser) _____ <input type="checkbox"/> Ne sais pas	Plusieurs choix possible
C.12. Quelles sont les catégories de personnes qui passent par le poste frontière de manière régulière ?	<input type="checkbox"/> Familles (mariage, baptême, autres) <input type="checkbox"/> Chercheurs d'emploi <input type="checkbox"/> Pasteurs <input type="checkbox"/> Réfugiés <input type="checkbox"/> Migrants <input type="checkbox"/> Commerçants <input type="checkbox"/> Orpailleurs <input type="checkbox"/> Fraudeurs/trafiquants <input type="checkbox"/> Autres (préciser)	Plusieurs choix possible

ÉTUDE DE PERCEPTION DES COMMUNAUTÉS SUR LA SÉCURITÉ ET LA GESTION DES FRONTIÈRES DANS LE NORD-EST DE LA CÔTE D'IVOIRE (RÉGION DU BOUNKANI)

D. Menaces/risques sécuritaires à la frontière

D.1. Vous sentez-vous en sécurité dans la zone frontalière ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	1 seul choix possible Si non, aller à D3
D.2. Si non, pourquoi ? Si oui, pourquoi ?		Question ouverte
D.3. Votre village ou vous-même avez eu des incidents avec des personnes de la localité ? ou de la localité voisine ?		
D.4. Votre village ou vous-même avez eu des incidents avec des personnes venues d'autres pays (Burkina, Ghana, Mali, Niger, etc.)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	1 seul choix possible
D.5. Est-ce que les points de passage à la frontière sont empruntés pour des activités criminelles (Trafic d'armes, d'êtres humains, de drogue, autres produits) ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Ne sait pas	1 seul choix possible
D.6. A quels types de problèmes sécuritaires votre village est-il confronté au niveau de la frontière ?	<input type="checkbox"/> Vols <input type="checkbox"/> Contrebande <input type="checkbox"/> Trafics (drogues, armes, etc.) <input type="checkbox"/> Attaques de bandits armés <input type="checkbox"/> Incursions de groupes armés / terroristes <input type="checkbox"/> Trafic d'êtres humains <input type="checkbox"/> Autres _____ <input type="checkbox"/> Aucun	Plusieurs choix possibles
D.7. Avez-vous une fois entendu parler des groupes armés sévissant dans votre village ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	1 seul choix possible Si non aller à D.14.
D.8. De quels types de groupes armés s'agit-il ?	<input type="checkbox"/> Terroristes <input type="checkbox"/> Bandits armés <input type="checkbox"/> Trafiquants <input type="checkbox"/> Autres (à préciser) -----	Plusieurs choix possibles Si « terroristes » coché, aller à D.8. Si « terroristes » pas coché, aller à D.10.
D.9. Quels types d'activités terroristes connaissez-vous de manière générale?	<input type="checkbox"/> Attaques sur les FDS <input type="checkbox"/> Usage d'engins explosifs, <input type="checkbox"/> Incendie de domiciles/bureaux <input type="checkbox"/> Assassinats <input type="checkbox"/> Enlèvements <input type="checkbox"/> Intimidation <input type="checkbox"/> Autres (à préciser) ----- <input type="checkbox"/> Ne sait pas	Plusieurs choix possibles
D.10. Quels types d'activités terroristes connaissez-vous dans votre localité?	<input type="checkbox"/> Attaques sur les FDS <input type="checkbox"/> Usage d'engins explosifs, <input type="checkbox"/> Incendie de domiciles/bureaux <input type="checkbox"/> Assassinats <input type="checkbox"/> Enlèvements <input type="checkbox"/> Intimidation <input type="checkbox"/> Autres (à préciser) ----- <input type="checkbox"/> Ne sait pas	Plusieurs choix possibles
D.11. Qu'est ce qui selon vous peut pousser des personnes à commettre des actes terroristes ?	<input type="checkbox"/> Pauvreté <input type="checkbox"/> Oisiveté <input type="checkbox"/> Adhésion à une idéologie religieuse radicale <input type="checkbox"/> Motivations ethniques ou familiales <input type="checkbox"/> Opposition aux autorités <input type="checkbox"/> Colère et frustration <input type="checkbox"/> Sentiment d'abandon <input type="checkbox"/> Autres _____ <input type="checkbox"/> Ne sait pas	Plusieurs choix possibles

ÉTUDE DE PERCEPTION DES COMMUNAUTÉS SUR LA SÉCURITÉ ET LA GESTION DES FRONTIÈRES DANS LE NORD-EST DE LA CÔTE D'IVOIRE (RÉGION DU BOUNKANI)

D.12. Pensez-vous que votre communauté soit à l'abri d'activités terroristes ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	1 seul choix possible
D.13. Pourquoi ?		Question ouverte
D.14. Que faire pour que les communautés locales puissent prévenir les menaces terroristes ?	<input type="checkbox"/> Sensibiliser les jeunes <input type="checkbox"/> Proposer des activités économiques aux jeunes <input type="checkbox"/> Impliquer les leaders communautaires (chefs de villages, religieux, etc.) dans les décisions <input type="checkbox"/> Collaborer/coopérer avec les FDS et les autorités <input type="checkbox"/> Rien <input type="checkbox"/> Autres (préciser) _____	Plusieurs choix possibles
D.15. Comment la communauté locale peut-elle appuyer les autorités dans la prévention du terrorisme ?	<input type="checkbox"/> Alerter les autorités en cas de problème ou cas suspect <input type="checkbox"/> Constituer des comités locaux de prévention <input type="checkbox"/> Rien <input type="checkbox"/> Autres (préciser) _____	Plusieurs choix possibles
D.16. Votre communauté accueille-t-elle des personnes déplacées à la suite des menaces sécuritaires ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Si non, aller à D.16.
D.17. Si Oui, pouvez-vous évaluer leur nombre ?	<input type="checkbox"/> Un petit nombre (1-50Personnes) <input type="checkbox"/> Un nombre moyen (51 à 100 personnes) <input type="checkbox"/> Un grand nombre (101 à 1000 personnes)	Un seul choix possible
D.18. Avez-vous connaissance d'un ou plusieurs villages qui s'est ou se sont déplacé(s) à cause de menaces sécuritaires ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Un seul choix possible
D.19. Si oui, citez le/les :		Question ouverte
D.20. Des membres de votre communauté se sont-ils déplacés à la suite de menaces sécuritaires ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Un seul choix possible

E. Connaissance du dispositif sécuritaire à la frontière

E.1. Quel est le niveau de sécurité dans la zone selon vous ?	<input type="checkbox"/> Bon <input type="checkbox"/> Moyen <input type="checkbox"/> Insuffisant <input type="checkbox"/> Pas de sécurité du tout	1 seul choix possible
E.2. Connaissez-vous les Forces de défense et de Sécurité présentes à la frontière ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	1 seul choix possible Si non aller à E.4
E.3. Si oui, quels acteurs connaissez-vous ?	<input type="checkbox"/> Policiers <input type="checkbox"/> Gendarmes <input type="checkbox"/> Gardes pénitenciers <input type="checkbox"/> Forestiers (Agents des eaux et forêts) <input type="checkbox"/> Douaniers <input type="checkbox"/> Militaires <input type="checkbox"/> Autres (préciser) _____	Plusieurs choix possible
E.4. Y a-t-il des passages de patrouilles tout au long de la frontière ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	1 seul choix possible
E.5. Y a-t-il des passages de patrouilles dans votre village ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	1 seul choix possible
E.6 A quelle fréquence se font ces patrouilles ?	<input type="checkbox"/> Plus de 2 fois par jour <input type="checkbox"/> 1 à 2 fois par jour <input type="checkbox"/> 2 à 3 fois par semaine <input type="checkbox"/> Une fois par semaine <input type="checkbox"/> Une fois par mois <input type="checkbox"/> Une fois par an <input type="checkbox"/> Autre (à préciser) _____	
E.7. Qui sont selon vous les responsables locaux	<input type="checkbox"/> Policiers <input type="checkbox"/> Gendarmes <input type="checkbox"/> Douaniers	Plusieurs choix possible

ÉTUDE DE PERCEPTION DES COMMUNAUTÉS SUR LA SÉCURITÉ ET LA GESTION DES FRONTIÈRES DANS LE NORD-EST DE LA CÔTE D'IVOIRE (RÉGION DU BOUNKANI)

de la gestion de la sécurité des frontières ?	<input type="checkbox"/> Militaires <input type="checkbox"/> Forestiers (Agents des eaux et forêts) <input type="checkbox"/> Chef de village <input type="checkbox"/> Chef coutumier/religieux <input type="checkbox"/> Les habitants des villages <input type="checkbox"/> Maire <input type="checkbox"/> préfet <input type="checkbox"/> sous-Préfet <input type="checkbox"/> Gouverneur	
---	--	--

F. Engagement de la communauté dans la gestion de la sécurité de la frontière

F.1. Vous sentez-vous concerné par la gestion de la sécurité de la frontière ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Un seul choix possible Si non, aller à F.3.
F.2. Si oui, pourquoi ?	<input type="checkbox"/> La communauté est la première exposée <input type="checkbox"/> Les autorités ne peuvent pas assurer seules la sécurité <input type="checkbox"/> Autre (à préciser) : _____	Plusieurs choix possibles
f.3. Si non, pourquoi ?	<input type="checkbox"/> C'est l'affaire des autorités <input type="checkbox"/> La communauté n'a pas la formation ni les moyens <input type="checkbox"/> Autre (à préciser) : _____	Plusieurs choix possibles
F.4. Comment jugez-vous la participation de votre communauté dans la gestion de la sécurité de la frontière ?	<input type="checkbox"/> Très faible <input type="checkbox"/> Faible <input type="checkbox"/> Moyen <input type="checkbox"/> Forte	1 seul choix possible
F.5. Selon vous, votre communauté est-elle indispensable pour aider à garantir la sécurité de la frontière ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Un seul choix possible Si non, aller à F.7.
F.6. Si oui, quel (s) rôle (s) la communauté devrait-elle jouer dans la gestion de la sécurité à la frontière selon vous ?	<input type="checkbox"/> Veille et alerte <input type="checkbox"/> Dénonciation et suivi <input type="checkbox"/> Patrouille et repréailles <input type="checkbox"/> Aucun <input type="checkbox"/> Je ne sais pas <input type="checkbox"/> Autre : _____	Plusieurs choix possibles
F.7. Votre communauté est-elle informée sur toutes les questions de sécurité de la frontière ?	<input type="checkbox"/> Toujours <input type="checkbox"/> Souvent <input type="checkbox"/> Parfois <input type="checkbox"/> Jamais	1 seul choix possible
F.8. Qui informe votre communauté des questions de sécurité liées à la frontière ?	<input type="checkbox"/> le Préfet/sous-préfet <input type="checkbox"/> le Maire <input type="checkbox"/> leaders religieux/coutumiers <input type="checkbox"/> les FDS <input type="checkbox"/> Autres (à préciser)	
F.8. Comment mieux impliquer la communauté dans la gestion de la sécurité de la frontière selon vous ?	<input type="checkbox"/> Par la création d'un comité de veille et d'alerte <input type="checkbox"/> Par le renforcement de la sensibilisation et de l'information <input type="checkbox"/> Par l'organisation de formations <input type="checkbox"/> Par une présence plus importante des autorités <input type="checkbox"/> Autre : _____	Plusieurs choix possibles Ne pas répondre à cette question si on a répondu Non à f5

G. Communication entre autorités et communautés sur la sécurité à la frontière

G.1. Existe-t-il une personne intermédiaire ou structure entre les communautés locales et les autorités en matière de communication sur la sécurité frontalière ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	1 seul choix possible Si oui aller à G.2. Si non, aller à G.3.
G.2. Si oui qui est-ce ?	<input type="checkbox"/> Chef coutumier <input type="checkbox"/> Chef religieux <input type="checkbox"/> Conseiller Municipal	Plusieurs choix possibles

ÉTUDE DE PERCEPTION DES COMMUNAUTÉS SUR LA SÉCURITÉ ET LA GESTION DES FRONTIÈRES DANS LE NORD-EST DE LA CÔTE D'IVOIRE (RÉGION DU BOUNKANI)

	<input type="checkbox"/> administration publique, local ou OSC <input type="checkbox"/> Autre (préciser) _____	
G.3. Quels moyens/mécanismes la population utilise-t-elle pour alerter les autorités/FDS au sujet d'un problème de sécurité à la frontière ?	<input type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Emission Radio <input type="checkbox"/> Rencontres <input type="checkbox"/> Personne contact <input type="checkbox"/> Autres (préciser) _____	Plusieurs choix possibles
G.4. Quels moyens/mécanismes les autorités/FDS utilisent-ils pour alerter la communauté sur un problème de sécurité de la frontière ?	<input type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Emission Radio <input type="checkbox"/> TV <input type="checkbox"/> Rencontres <input type="checkbox"/> Personne contact <input type="checkbox"/> Autre (préciser) _____	Plusieurs choix possibles
G.5. Les mécanismes d'alerte utilisés jusqu'ici sont-ils utiles/pertinents selon vous ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	1 seul choix possible
G.6. Si Non, pourquoi ?		Question ouverte
G.7. Les mécanismes d'alerte utilisés jusqu'ici sont-ils suffisants pour garantir la sécurité de la frontière ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	1 seul choix possible
G.8. Si non, quels autres mécanismes d'alerte instaurer en cas de problème concernant la sécurité frontalière ?	<input type="checkbox"/> Créer un cadre de concertation entre autorités/FDS et communautés <input type="checkbox"/> Créer un comité local de prévention et d'information <input type="checkbox"/> Installer une ligne téléphonique verte ouverte à tous <input type="checkbox"/> Fournir des téléphones aux chefs de villages <input type="checkbox"/> Utiliser des radios communautaires <input type="checkbox"/> Organiser des visites régulières des autorités/FDS au village <input type="checkbox"/> Autres : _____	Plusieurs choix possibles
G.9. Les autorités/FDS sensibilisent-elles la communauté sur la sécurité de la frontière ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	1 seul choix possible
G.10. Si oui, quels moyens de sensibilisation utilisent-ils ?	<input type="checkbox"/> Radios communautaires <input type="checkbox"/> Séances de sensibilisation en présentiel <input type="checkbox"/> TV <input type="checkbox"/> Affiches <input type="checkbox"/> Pièces de théâtre <input type="checkbox"/> Troupes de danse <input type="checkbox"/> Groupes de musique <input type="checkbox"/> Autres : _____	Plusieurs choix possibles
G.11. Les moyens de sensibilisation utilisés sont-ils utiles/pertinents ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	1 seul choix possible
G.12. Si non, pourquoi ?		
G.13. Les moyens de sensibilisation utilisés sont-ils suffisants ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	1 seul choix possible
G.14. Si non, quels autres moyens de sensibilisation devraient utiliser les autorités/FDS ?	<input type="checkbox"/> Radios communautaires <input type="checkbox"/> Séances de sensibilisation en présentiel <input type="checkbox"/> TV <input type="checkbox"/> Affiches <input type="checkbox"/> Pièces de théâtre <input type="checkbox"/> Troupes de danse <input type="checkbox"/> Groupes de musique <input type="checkbox"/> Autres : _____	Plusieurs choix possibles
G.15. Pensez-vous que les activités de sensibilisation sur la sécurité de la frontière sont suffisamment fréquentes ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	1 seul choix possible
G.16. Si non, à quelle fréquence les activités de sensibilisation devraient être menées ?	<input type="checkbox"/> Une fois par semaine <input type="checkbox"/> Deux fois par mois <input type="checkbox"/> Une fois par mois <input type="checkbox"/> Une fois tous les deux mois <input type="checkbox"/> Une fois par trimestre	1 seul choix possible

ÉTUDE DE PERCEPTION DES COMMUNAUTÉS SUR LA SÉCURITÉ ET LA GESTION DES FRONTIÈRES DANS LE NORD-EST DE LA CÔTE D'IVOIRE (RÉGION DU BOUNKANI)

	<input type="checkbox"/> Une fois par semestre <input type="checkbox"/> Une fois par an <input type="checkbox"/> Autres : _____	
G.17. Quels sont selon vous les avantages d'une bonne communication entre les autorités et la communauté locale sur la sécurité de la frontière ?		Question ouverte
G.18. Quels sont les risques selon vous d'une mauvaise communication entre communautés et autorités/FDS ?		Question ouverte
G.19. A votre avis qu'est-ce qui limite la collaboration/coopération (partage des informations) entre la communauté et les autorités/FDS ?		Question ouverte
G.20. Quelles alternatives proposez-vous ?		Question ouverte

H. Qualité des relations communautés locales-Autorités-FDS

H.1. Quel est votre avis sur le travail des agents des FDS en service à la frontière ?	<input type="checkbox"/> Difficile <input type="checkbox"/> Fatiguant <input type="checkbox"/> Pas difficile <input type="checkbox"/> Ne font rien <input type="checkbox"/> Sans avis <input type="checkbox"/> Autre (Préciser) : _____	1 seul choix possible
H.2. Comment évaluez-vous la relation entre votre communauté et les agents de la sécurité à la frontière ?	<input type="checkbox"/> Très bonne <input type="checkbox"/> Bonne <input type="checkbox"/> Mauvaise <input type="checkbox"/> Ne souhaite pas répondre	1 seul choix possible
H.3. Arrive-t-il que votre communauté ait des différends avec les responsables en charge de la sécurité à la frontière ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	1 seul choix possible Si non aller à H.7
H.4. Si oui, à quelle fréquence ont lieu ces différends ?	<input type="checkbox"/> Très souvent <input type="checkbox"/> Souvent <input type="checkbox"/> Rarement	1 seul choix possible
H.5. Quels sont les motifs de ces différends ?	<input type="checkbox"/> Amendes <input type="checkbox"/> Saisie des marchandises/objets <input type="checkbox"/> Ralentissement du passage <input type="checkbox"/> Interdiction du passage <input type="checkbox"/> Arrestation <input type="checkbox"/> Corruption <input type="checkbox"/> contournement du poste frontalier <input type="checkbox"/> Autre (préciser) _____	Plusieurs choix possible
H.6. Que faut-il faire pour améliorer/instaurer de bonnes relations entre les FDS et les communautés ?		Question ouverte
H.7. Comment évaluez-vous la relation entre les autorités administratives/politiques et votre communauté ?	<input type="checkbox"/> Très Satisfaisante <input type="checkbox"/> Satisfaisante <input type="checkbox"/> Peu satisfaisant <input type="checkbox"/> insatisfaisante	1 seul choix possible
H.8. Que faut-il faire pour améliorer/instaurer de bonnes relations entre les autorités administratives/politiques et votre communauté ?		Question ouverte

I. Prévention/gestion de conflits

I.1. Quelles sont les sources potentielles de conflits dans votre zone ?	<input type="checkbox"/> Foncier <input type="checkbox"/> Agriculture/Elevage <input type="checkbox"/> Orpaillage	Plusieurs choix possibles
---	---	---------------------------

ÉTUDE DE PERCEPTION DES COMMUNAUTÉS SUR LA SÉCURITÉ ET LA GESTION DES FRONTIÈRES DANS LE NORD-EST DE LA CÔTE D'IVOIRE (RÉGION DU BOUNKANI)

	<input type="checkbox"/> Succession au niveau de la chefferie coutumière <input type="checkbox"/> Confrontation Migrants/autochtones <input type="checkbox"/> Elections locales <input type="checkbox"/> Autre (préciser) _____	
I.2. Existe-t-il des mécanismes de prévention des conflits dans votre zone ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	1 seul choix possible Si non aller à I.6
I.3. Si oui quels sont les responsables qui mettent en œuvre ces mécanismes ?	<input type="checkbox"/> Les chefs coutumiers <input type="checkbox"/> Les autorités religieuses <input type="checkbox"/> Les responsables de l'administration locale <input type="checkbox"/> Les responsables d'ONG et d'associations <input type="checkbox"/> comité de gestion de site d'or/orpaillage <input type="checkbox"/> Autre (préciser) _____	Plusieurs choix possibles
I.3. Décrivez la manière dont le(s) mécanisme(s) sont mis en œuvre pour prévenir les conflits :		Question ouverte
I.4. Comment appréciez-vous l'efficacité de ces mécanismes ?	<input type="checkbox"/> Très Satisfaisante <input type="checkbox"/> Moyennement satisfaisante <input type="checkbox"/> Satisfaisante <input type="checkbox"/> Insatisfaisante	1 seul choix possible
I.5. Que faut-il faire pour améliorer l'efficacité de ces mécanismes ?		Question ouverte
I.6. Existe-t-il des mécanismes de gestion de conflits dans votre zone ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	1 seul choix possible Si non aller à J
I.7. Si oui quels sont les responsables qui mettent en œuvre ces mécanismes ?	<input type="checkbox"/> Les chefs coutumiers <input type="checkbox"/> Les autorités religieuses <input type="checkbox"/> Les responsables de l'administration locale <input type="checkbox"/> Les responsables d'ONG et d'associations <input type="checkbox"/> Autre (préciser) _____	Plusieurs choix possible
I.8. Décrivez la manière dont le(s) mécanisme(s) sont mis en œuvre pour gérer les conflits :		Question ouverte
I.9. Comment appréciez-vous l'efficacité de ces mécanismes ?	<input type="checkbox"/> Très Satisfaisante <input type="checkbox"/> Satisfaisante <input type="checkbox"/> peu satisfaisant <input type="checkbox"/> Insatisfaisante	1 seul choix possible
I.10. Que faut-il faire pour améliorer l'efficacité de ces mécanismes ?		Question ouverte

J. Réponse à une situation d'urgence

J.1. Qu'est ce qui selon vous peut causer des déplacements massifs de la population au niveau de la frontière ?	<input type="checkbox"/> Conflit armé <input type="checkbox"/> Conflits communautaires <input type="checkbox"/> Attaques terroristes <input type="checkbox"/> Epidémie <input type="checkbox"/> Catastrophes naturelles (inondations, sécheresse, etc.) <input type="checkbox"/> Autre (préciser) _____	Plusieurs choix possible
J.2. Pensez-vous que votre communauté soit préparée à accueillir un flux important de personnes déplacées ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	1 seul choix possible
J.3. Pourquoi ?	<input type="checkbox"/> Situation de crise déjà vécue, réaction positive de la population <input type="checkbox"/> Sensibilisation de la part des autorités locales <input type="checkbox"/> Communauté bien préparée et organisée à cet effet <input type="checkbox"/> Situation de crise déjà vécue, réaction négative de la population	Plusieurs choix possible

ÉTUDE DE PERCEPTION DES COMMUNAUTÉS SUR LA SÉCURITÉ ET LA GESTION DES FRONTIÈRES DANS LE NORD-EST DE LA CÔTE D'IVOIRE (RÉGION DU BOUNKANI)

	<input type="checkbox"/> Panique et fuite dès sensation d'approche de menace <input type="checkbox"/> Population déjà terrorisée, mal informée et désorganisée <input type="checkbox"/> Autre (à préciser): _____	
J.4. Quels types de mesures les autorités devraient-elles prendre, selon vous, face à une situation d'urgence ?	<input type="checkbox"/> Accueillir la population déplacée <input type="checkbox"/> Mise à disposition d'équipements d'urgence <input type="checkbox"/> Secourir les malades et blessés <input type="checkbox"/> Sécuriser la zone d'accueil <input type="checkbox"/> Prendre en charge immédiatement les personnes déplacées <input type="checkbox"/> Relocaliser les déplacés <input type="checkbox"/> Refouler les déplacés <input type="checkbox"/> Autre (préciser) _____	Plusieurs choix possible
J.5. Quelles actions la communauté locale pourrait-elle entreprendre face à une situation d'urgence ?	<input type="checkbox"/> Accueillir la population déplacée <input type="checkbox"/> Informer rapidement les autorités locales <input type="checkbox"/> Coordonner avec l'autorité sur place pour faciliter la prise en charge des personnes déplacées <input type="checkbox"/> Rester vigilant <input type="checkbox"/> Respecter et suivre les dispositions prises par l'autorité présente <input type="checkbox"/> Autre (préciser) _____	

ANNEXE 2 : GUIDES DES ENTRETIENS

Guide d'entretien **Administration : Préfecture, Sous-Préfecture**

Approche introductive

- Présentation mutuelle
- Description des objectifs de l'étude
- Présentation des enjeux des entretiens et négociation de l'accord de l'interviewé pour démarrer l'entretien

Date de l'entretien :

Région de :

Département de :

Fonction :

Sexe :

Age :

Contact :

I. Menaces, risques frontaliers et conflits potentiels pesant sur la zone

1. Caractéristiques de l'insécurité au niveau de la frontière : types et sources d'insécurité/de conflits, principaux risques et menaces, manifestations, ampleur, données statistiques, etc.
2. Causes/conséquences de ces menaces, risques et conflits dans la zone,
3. Description des actions pour faire face aux menaces, risques et conflits.
4. Description des acteurs positionnés au niveau des frontières et de leurs rôles
5. Appréciation de ces actions et mesures : efficacité, durabilité, etc.

II. Engagement des communautés à la gestion des frontières

- 2.1. Comment la communauté est-elle impliquée à la gestion de la frontière ?
- 2.2. Quels en sont les acquis ? Les succès ?
- 2.3. Quelles contraintes/difficultés rencontrées ?
- 2.4. Comment améliorer l'engagement de la communauté à la sécurisation des frontières ?

III. Communication Administration (Préfecture/Sous-Préfecture) avec les communautés en matière de sécurisation des frontières

- 3.1. Type de communication (formelle/informelle) ;
- 3.2. Canaux utilisés ;
- 3.3. Acteurs/Moyens mobilisés ;
- 3.4. Résultats atteints ;
- 3.5. Insuffisances/contraintes/difficultés ;

IV. Qualité de la relation Autorités administratives/populations en matière de sécurisation des frontières

- 4.1. Existence de relations formelles/informelles ;
- 4.2. Quelles Actions/activités sont conduites dans le cadre de ces relations ?
- 4.3. Quels sont les Acteurs/Moyens mobilisés dans le cadre de ses relations ?
- 4.4. Quels sont les acquis/résultats à mettre à l'actif de l'existence de ses relations ?
- 4.5. Quelles sont les Insuffisances/contraintes/difficultés rencontrées ?

V. Capacités à répondre à des situations d'urgence

- 5.1. Description des mesures pour faire face à des situations d'urgence (afflux massif de personnes déplacées, catastrophe naturelle, etc.) ?
- 5.2. Analyse critique de ces mesures (points forts, points faibles de ces mesures),

VI. Proposition/recommandation

Guide d'entretien FDS

Approche introductive

- Présentation mutuelle
- Description des objectifs de l'étude
- Présentation des enjeux des entretiens et négociation de l'accord de l'interviewé pour démarrer l'entretien

Date de l'entretien :
Région de :
Département de :
Fonction :
Sexe :
Age :
Contact :

I. Menaces, risques frontaliers et conflits potentiels pesant sur la zone

- 1.1. Caractéristiques de l'insécurité au niveau de la frontière : types et sources d'insécurité/de conflits, principaux risques et menaces, manifestations, ampleur, données statistiques, etc
- 1.2. Causes/conséquences de ces menaces, risques et conflits dans la zone,
- 1.3. Description des actions pour faire face aux menaces, risques et conflits.
- 1.4. Description des acteurs positionnés au niveau des frontières et de leurs rôles
- 1.5. Appréciation de ces actions et mesures : efficacité, durabilité, etc.

II. Engagement des communautés à la gestion des frontières

1. Comment la communauté est-elle impliquée à la gestion de la frontière ?
2. Quels en sont les acquis ? Les succès ?
3. Quelles contraintes/difficultés rencontrées ?
4. Comment améliorer l'engagement de la communauté à la sécurisation des frontières ?

IV. Communication Administration (Préfecture/Sous-Préfecture) avec les communautés en matière de sécurisation des frontières

1. Type de communication (formelle/informelle) ;
2. Canaux utilisés ;
3. Acteurs/Moyens mobilisés ;
4. Résultats atteints ;
5. Insuffisances/contraintes/difficultés ;

V. Qualité de la relation Autorités administratives/populations en matière de sécurisation des frontières

1. Existence de relations formelles/informelles ;
2. Quelles Actions/activités sont conduites dans le cadre de ces relations ?
3. Quels sont les Acteurs/Moyens mobilisés dans le cadre de ses relations ?
4. Quels sont les acquis/résultats à mettre à l'actif de l'existence de ses relations ?
5. Quelles sont les Insuffisances/contraintes/difficultés rencontrées ?

VI. Capacités à répondre à des situations d'urgence

1. Description des mesures pour faire face à des situations d'urgence (afflux massif de personnes déplacées, catastrophe naturelle, etc.) ?
2. Analyse critique de ces mesures (points forts, points faibles de ces mesures),

VII. Proposition/recommandation

ANNEXE 3 : GUIDE D'ENTRETIEN : ÉLUS LOCAUX : CONSEIL MUNICIPAL, CONSEIL REGIONAL, LEADERS RELIGIEUX, COUTUMIERS

Approche introductive

- Présentation mutuelle
- Description des objectifs de l'étude
- Présentation des enjeux des entretiens et négociation de l'accord de l'interviewé pour démarrer l'entretien

Date de l'entretien :	
Région de :	
Département de :	
Fonction :	
Sexe :	
Age :	
Contact :	
Type d'acteurs	Questionnements
Autorités départementales	<ul style="list-style-type: none"> - 1. Description générale du département - 2. Appréciation globale de la situation sécuritaire dans le département, - 3. Appréciation spécifique de la situation sécuritaire au niveau des zones frontalières, - 4. Analyse des sources potentielles d'insécurité dans la région/département et dans la zone frontalière, - 5. Analyse des risques/menaces existants/encourus - 6. Appréciation de la communication FDS/Population ? Quels sont les acquis ? les insuffisances/contraintes ? Comment améliorer cette communication ? - 7. Appréciation de votre collaboration/relation avec les FDS ? Avec les communautés frontalières ? Quels sont les acquis ? les insuffisances/contraintes ? Comment améliorer cette collaboration ? - 8. Appréciation de l'engagement de la communauté frontalières à la gestion des frontières et des espaces frontaliers ? Quels sont les acquis ? les insuffisances/contraintes ? Comment renforcer cet engagement des communautés frontalières ? - 9. Description et analyse des mécanismes de prévention/gestion des conflits ? Acquis/insuffisances, pistes d'amélioration, - 10. Description des réponses aux situations d'urgence ? ? Acquis/insuffisances, pistes d'amélioration, - 11. Recommandations : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Pour faire face aux grands défis liés à la gestion des frontières et à la sécurisation transfrontalière ➤ Pour améliorer l'engagement des citoyens des communautés dans la sécurité et la gestion des frontières, ➤ Pour améliorer la collaboration FDS/Population, ➤ Pour améliorer les capacités de gestion des situations d'urgence.

Guide d'entretien : Responsables d'ONG, Projet, Organisations de la société civile

Approche introductive

- Présentation mutuelle
- Description des objectifs de l'étude
- Présentation des enjeux des entretiens et négociation de l'accord de l'interviewé pour démarrer l'entretien

Date de l'entretien :
Région de :
Département de :
Fonction :
Sexe :
Age :

ÉTUDE DE PERCEPTION DES COMMUNAUTÉS SUR LA SÉCURITÉ ET LA GESTION DES FRONTIÈRES DANS LE NORD-EST DE LA CÔTE D'IVOIRE (RÉGION DU BOUNKANI)

Contact :	
Type d'acteurs	Questionnements
Autorités départementales	<ul style="list-style-type: none"> - 1. Description générale de votre structure (objectifs, approche, activités, zones d'intervention, etc.). - 2. Appréciation globale de la situation sécuritaire dans le département, - 3. Appréciation spécifique de la situation sécuritaire au niveau des zones frontalières, - 4. Analyse des sources potentielles d'insécurité dans la région/département et dans la zone frontalière, - 5. Analyse des risques/menaces existants/encourus - 6. Appréciation de la communication FDS/Population ? Quels sont les acquis ? les insuffisances/contraintes ? Comment améliorer cette communication ? - 7. Appréciation de votre collaboration/relation avec les FDS ? Avec les communautés frontalières ? Quels sont les acquis ? les insuffisances/contraintes ? Comment améliorer cette collaboration ? - 8. Appréciation de l'engagement de la communauté frontalières à la gestion des frontières et des espaces frontaliers ? Quels sont les acquis ? les insuffisances/contraintes ? Comment renforcer cet engagement des communautés frontalières ? - 9. Description et analyse des mécanismes de prévention/gestion des conflits ? Acquis/insuffisances, pistes d'amélioration, - 10. Description des réponses aux situations d'urgence ? Acquis/insuffisances, pistes d'amélioration, - 11. Recommandations : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Pour faire face aux grands défis liés à la gestion des frontières et à la sécurisation transfrontalière ➤ Pour améliorer l'engagement des citoyens des communautés dans la sécurité et la gestion des frontières, ➤ Pour améliorer la collaboration FDS/Population, ➤ Pour améliorer les capacités de gestion des situations d'urgence.

OIM Côte d'Ivoire

Il Plateaux Vallon, 3^{ème} tranche, Rue J 107, Lot 1605

Cocody 27 BP 739, Abidjan 27, Côte d'Ivoire

Pour toute information complémentaire :

Tél. : +225 22 52 82 00

Courriel : iomabidjan@iom.int

mschramm@iom.int

Site Web : www.iom.int